TV

tremplin le mag

N° 43 - JANVIER 2025

TREMPLIN
sécurité défense

TREMPLIN IEP

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.

Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**

En distanciel, en visioconférence.

En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :
Aix-en-Provense, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

S'inscrire

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

Editorial

En ce début d'année 2025, plusieurs États du monde semblent plongés dans l'incertitude. Après plus de dix ans de guerre civile, la Syrie est entrée dans une nouvelle ère depuis la chute du régime de Bachar-al-Assad. En Géorgie, la crise politique sévit depuis les élections législatives d'octobre 2024. La Corée du sud traverse de son côté une crise institutionnelle sans précédent. Dans une moindre mesure, l'effondrement de la coalition allemande entre les sociaux-démocrates (SPD), les écologistes (Verts) et les libéraux (FDP) nécessite l'organisation de législatives anticipées.

En France, la chute du gouvernement Barnier marque une nouvelle étape dans la crise politique actuelle, née de la dissolution de l'Assemblée nationale. La condamnation de Nicolas Sarkozy dans l'affaire des écoutes alimente le discrédit à l'encontre de la classe politique. Tandis que le cyclone Chido qui ravageait Mayotte révélait les difficultés de l'intégration et du développement de ce DROM.

La question des droits des femmes est également au cœur de ce numéro de janvier 2025, qu'il s'agisse d'évoquer le sort des femmes afghanes depuis le retour au pouvoir des talibans ou le procès de Mazan et ses retentissements internationaux.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de découvrir deux nouvelles références mentionnées dans la bibliographie du réseau ScPo relative aux solidarités. *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine*, publié par le sociologue Serge Paugam, en 2023, dresse un état des lieux et une comparaison internationale de l'intégration sociale. Ce premier ouvrage permet de se rendre des inégalités face à l'intégration au sein de groupes sociaux mais également des différents modèles de solidarités qui peuvent exister en fonction des traditions nationales.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - M. Cyril HUNAULT

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Le portrait de Bachar Al-Assad déchiré par un rebelle lors de la prise de Damas le 8 décembre 2024 (Mohammed al-Rifai / AFP) - Une manifestante, drapeau national sur le dos, se tient devant les forces de l'ordre massées devant le Parlement, à Tbilissi, en Géorgie, le 2 décembre 2024 (Zurab Tsertsvadze / AP) - Les partisans du président déchu Yoon Suk-yeol sont rassemblés près de la résidence de ce dernier, agitant des drapeaux coréens et américains (Kim Jae-Hwan / Imago) - Caricature de Hector pour Cartooning for peace - Les électeurs allemands seront conviés aux urnes le 23 février 2025 pour élire un nouveau Parlement au Bundestag et mettre un terme à la crise politique qui traverse l'Allemagne (Liesa Johannssen / REUTERS) - Des tracteurs bloquent le cœur du quartier européen le 26 novembre 2024 à Bruxelles, Belgique (Thierry Monasse / Getty Images) - Une affiche déchirée montre comment les femmes sont censées se couvrir le visage : avec une burqa, ou chadari, qui couvre tout le visage, ou avec un niqab, qui ne laisse que les yeux découverts (Kiana Hayeri pour la Fondation Carmignac) - Jimmy Carter, au centre, entouré par le président égyptien Anouar el-Sadate (à gauche) et le Premier ministre israélien Menahem Begin au moment de la signature des accords de Camp David en 1978 (Bob Daugherty / AP) - Couverture 50 idées reçues sur l'état du monde - Couverture Géopolitique de la Russie - Drapeaux français (Pxhere) - Le nouveau Premier ministre arrive à l'Élysée (bfmtv) - Le premier Conseil des ministres pour le nouveau gouvernement (France 24) - Nicolas Sarkozy au tribunal (les echos) - Mouammar Kadhafi rencontre le Président Sarkozy lors de sa visite officielle à Paris (France tv info) - Une vue d'un lagon de l'île de Mayotte (mayotte tourisme) - Un quartier de Mayotte après le passage du cyclone Chido (le parisien) - La flèche de la cathédrale s'effondrant lors de l'incendie (france 3) - L'intérieur rénové de la cathédrale (vosges matin) - Brigitte et Emmanuel Macron lors de la cérémonie de réouverture (news4jax) - Les accusés et leurs avocats lors de l'ouverture du procès (France tv info) - Gisèle Pelicot remercie ses soutiens à la sortie de l'audience (le parisien) - Casques (Unplash) - Carte du sahara occidental (Wikipedia)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 22

HORIZON SCIENCES PO

- Paugam Serge, *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine*, 2023 37

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

1. La chute de Bachar Al-Assad, une nouvelle ère pour la Syrie

2. Crise en Géorgie, quel avenir politique ?

3. Corée du Sud : destitutions, loi martiale et crise institutionnelle

4. L'Allemagne vers une crise politique inédite, un avenir incertain

5. Crises politiques et opportunités stratégiques, l'UE et ses contradictions

6. Femmes Afghanes, entre répression et résilience

7. Mort de Jimmy CARTER, disparition d'un faiseur de paix

8. Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS

LA CHUTE DE BACHAR AL-ASSAD, UNE NOUVELLE ÈRE POUR LA SYRIE

Le 8 décembre 2024, Bachar al-Assad a quitté le pouvoir, mettant fin à 24 années de règne autoritaire en Syrie. Cet événement marque un tournant dans l'histoire d'un pays dévasté par une guerre civile qui a duré plus de 13 ans. Après une offensive éclair de 11 jours menée par des forces islamistes et rebelles, Assad a fui vers Moscou, abandonnant une Syrie fracturée et en proie à des défis colossaux. Ce départ ouvre une nouvelle page pour le pays, mais les incertitudes demeurent quant à l'avenir de la nation syrienne.

Avec la chute de Bachar al-Assad, la Syrie a rapidement vu l'émergence d'un nouveau leadership. Abou Mohammed al-Jolani, chef du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), est désormais considéré comme l'homme fort du pays. Bien que son groupe ait longtemps été catalogué comme une organisation islamiste radicale, il a entrepris de se positionner comme un acteur politique pragmatique dans la transition syrienne.

Un gouvernement transitoire a été mis en place sous la direction de Mohammad al-Bachir, qui doit diriger le pays jusqu'au 1er mars 2025. Ce gouvernement promet d'inclure toutes les communautés syriennes, une initiative saluée par certains comme un premier pas vers l'unité nationale. De manière surprenante, le parti Baas, autrefois pilier du régime d'Assad, a déclaré soutenir la transition, une position qui vise à garantir une certaine continuité administrative tout en adaptant son rôle à la nouvelle donne politique.

Cependant, cette phase transitoire reste fragile. Les promesses d'inclusion sont accueillies avec scepticisme par une population profondément divisée, tandis que la domination de HTS alimente des craintes quant à l'instauration d'un modèle de gouvernance islamiste autoritaire. La stabilité politique demeure une priorité immédiate, mais les obstacles sont nombreux.

Une crise humanitaire aigüe

La chute d'Assad n'efface pas les ravages d'une guerre civile qui a coûté la vie à plus de 500 000 personnes et déplacé plusieurs millions d'autres. En 2023, la pauvreté touchait 92,5 % de la population, un chiffre révélateur de l'effondrement économique et social du pays. Les services publics sont paralysés, et l'économie est exsangue, rendant la vie quotidienne presque impossible pour une majorité de Syriens.

L'arrivée du nouveau gouvernement s'accompagne d'appels urgents à l'aide internationale pour répondre aux besoins immédiats. Les infrastructures, déjà gravement endommagées par les années de conflit, nécessitent une reconstruction complète, tandis que les hôpitaux, écoles et autres services essentiels sont incapables de répondre à la demande. Les Nations unies et les ONG humanitaires mettent en garde contre une aggravation de la crise si une assistance massive n'est pas rapidement mobilisée.

Les défis de la Syrie post Assad

La reconstruction de la Syrie s'annonce comme une tâche titanesque. Au-delà des destructions physiques, le pays doit panser les blessures sociales et politiques laissées par des années de guerre. Le gouvernement transitoire affirme vouloir inclure toutes les communautés, mais les divisions confessionnelles et ethniques demeurent profondes. De nombreux Syriens, notamment les minorités, craignent d'être marginalisés dans la nouvelle configuration politique.

Un autre défi majeur réside dans la gestion de la gouvernance. HTS, bien que dominant sur le plan militaire, doit prouver qu'il est capable de gouverner un pays entier, et non seulement les territoires qu'il contrôlait auparavant. Sa capacité à établir des institutions solides, transparentes et inclusives sera déterminante pour éviter de nouvelles vagues de violence ou de révolte.

Enfin, la Syrie a besoin d'un soutien international massif pour financer sa reconstruction. Les besoins en aide humanitaire, en reconstruction d'infrastructures et en stabilisation économique sont immenses. Cependant, la méfiance internationale envers HTS pourrait limiter les contributions, notamment de la part des puissances occidentales. La mise en place de mécanismes de transparence pour l'utilisation des fonds sera essentielle pour gagner la confiance des donateurs.

La chute de Bachar al-Assad a été saluée par une grande partie de la communauté internationale comme un "moment d'espoir". Toutefois, cette satisfaction est tempérée par des inquiétudes quant à l'avenir. Les États-Unis, l'Union européenne et les pays voisins ont exprimé leur soutien à une transition pacifique, mais restent prudents face à la montée en puissance de HTS.

Des appels à poursuivre Assad pour crimes contre l'humanité se multiplient, portés par des organisations de défense des droits humains. Son exil à Moscou a alimenté des tensions diplomatiques, certains pays exigeant son extradition pour

répondre des atrocités commises sous son règne. Cependant, la Russie, fidèle alliée de l'ancien régime syrien, pourrait protéger Assad de toute poursuite internationale.

Par ailleurs, la position des pays de la région reste un facteur clé. Si certains, comme la Turquie et le Qatar, pourraient voir d'un bon œil une transition dominée par HTS, d'autres, comme l'Arabie saoudite, adoptent une posture plus réservée. Ces divergences compliquent la mise en place d'une coalition internationale cohérente pour soutenir la Syrie.

La chute de Bachar al-Assad représente à la fois une opportunité et un défi monumental pour la Syrie. Après des décennies de dictature et plus d'une décennie de guerre, le pays entre dans une période de transition cruciale. Les espoirs de paix et de stabilité dépendent de la capacité du nouveau gouvernement à répondre aux attentes d'une population meurtrie, à surmonter les divisions internes et à instaurer une gouvernance inclusive.

Toutefois, les défis restent immenses. La reconstruction économique, la gestion de la crise humanitaire et la stabilisation politique exigent des efforts colossaux, tant au niveau national qu'international. La méfiance envers HTS, les incertitudes quant à l'unité nationale et les besoins pressants en ressources rendent cette tâche encore plus ardue.

Alors que la communauté internationale suit de près les évolutions en Syrie, le pays doit tracer son propre chemin vers une paix durable. La chute d'Assad ouvre une fenêtre d'opportunité, mais elle ne garantit pas le succès. L'avenir de la Syrie dépendra de la capacité de ses dirigeants à bâtir une nation où tous ses citoyens, quelles que soient leurs origines ou leurs croyances, pourront enfin vivre en sécurité et en dignité.

La prison de Saidnaya, symbole des pires exactions du clan Assad

Située à 30 km au nord de Damas, la prison de Saidnaya est tristement célèbre pour avoir incarné les horreurs du régime de Bachar al-Assad. Véritable "abattoir humain", cet établissement est devenu un lieu d'atrocités inimaginables pendant la guerre civile syrienne. Sa libération le 8 décembre 2024 par les forces rebelles a marqué la fin d'un chapitre sombre de l'histoire syrienne, tout en soulevant des interrogations sur le sort des milliers de détenus qui y ont souffert. Conçue à l'origine pour une capacité de 5 000 détenus, Saidnaya a souvent abrité jusqu'à 20 000 personnes, notamment pendant les années les plus intenses de la guerre civile syrienne. Cette surpopulation massive reflétait la répression brutale menée par le régime, qui emprisonnait sans distinction opposants politiques, manifestants pacifiques, journalistes, et simples citoyens accusés à tort de conspirer contre le pouvoir.

Saidnaya a été décrite par d'anciens détenus et organisations de défense des droits humains comme un "camp d'extermination". Les conditions de détention y étaient inhumaines : des cellules surpeuplées, souvent plongées dans l'obscurité totale, et une privation systématique de nourriture, d'eau, et de soins médicaux. Les prisonniers étaient réduits à l'état de survie, affaiblis par la malnutrition et les maladies.

La torture était une pratique courante, presque institutionnalisée. Les détenus subissaient des passages à tabac brutaux, des décharges électriques, des brûlures, des viols, et d'autres formes de violence inimaginables. Ces tortures servaient à briser les esprits, à obtenir des confessions forcées, ou simplement à exercer un pouvoir absolu sur des corps déjà affaiblis.

Entre 2011 et 2018, environ 30 000 détenus auraient trouvé la mort à Saidnaya. Les exécutions, souvent pratiquées par pendaison, avaient lieu une à deux fois par semaine, généralement la nuit, à l'abri des regards extérieurs. Entre septembre 2011 et décembre 2015, jusqu'à 13 000 personnes auraient été exécutées de cette manière. Ces chiffres effroyables n'incluent pas les milliers de morts causées par la torture, la malnutrition, et les maladies.

Le système de Saidnaya était si efficace dans sa brutalité qu'il a été comparé aux camps de la mort de la Seconde Guerre mondiale. Les exécutions n'étaient pas seulement un acte de punition : elles étaient un outil de terreur destiné à écraser toute velléité d'opposition au régime.

Le 8 décembre 2024, après la chute de Bachar al-Assad, les forces rebelles ont pris le contrôle de Saidnaya. Cette libération a permis de découvrir les vestiges des horreurs qui s'y sont déroulées : des corps en décomposition, des cellules insalubres, et des installations dédiées aux exécutions massives.
Des milliers de détenus ont été libérés lors de la prise de la prison, mais le sort de nombreux autres reste inconnu. Certains pourraient être enterrés dans des fosses communes à proximité, tandis que d'autres pourraient avoir été transférés ou exécutés dans le secret. Les secouristes turcs de l'AFAD ont entamé des recherches le 16 décembre 2024 pour retrouver d'éventuels survivants enfermés dans des cachots souterrains.

La libération de Saidnaya marque la fin d'un symbole des pires exactions du régime Assad, mais elle laisse derrière elle de nombreuses questions. Que sont devenus les détenus portés disparus ? Comment reconstruire une société après de telles atrocités ? Et surtout, comment garantir que de tels crimes ne se reproduisent jamais ?

Pour les Syriens, Saidnaya restera à jamais un lieu de mémoire, un rappel des souffrances endurées sous le régime Assad. Alors que le pays entame une transition politique complexe, il est crucial que justice soit rendue aux victimes. Les appels à poursuivre les responsables des crimes commis à Saidnaya, y compris Bachar al-Assad lui-même, se multiplient, portés par

des organisations de défense des droits humains.

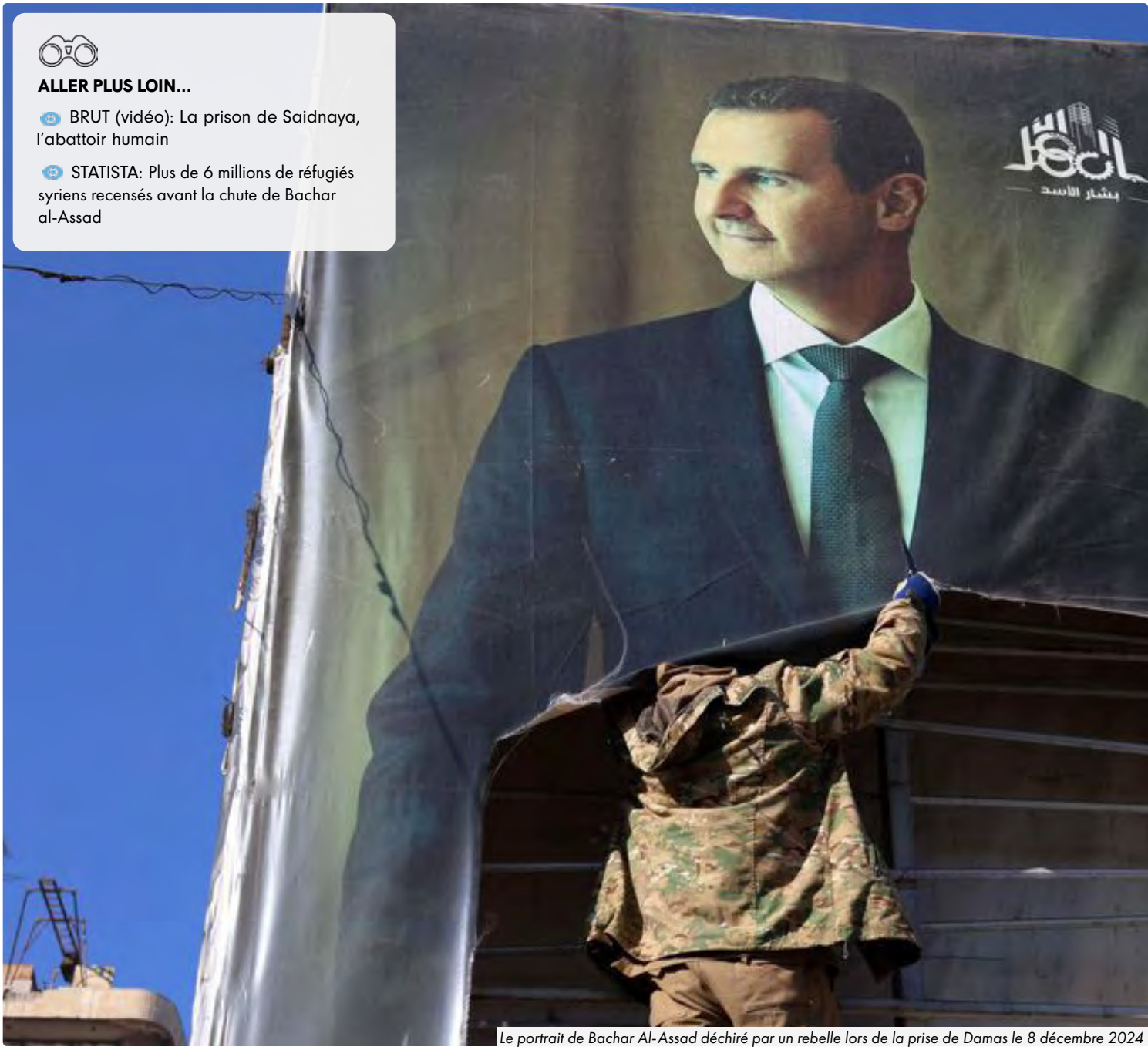
La libération de Saidnaya est un moment historique pour la Syrie, mais elle ne représente qu'un premier pas vers la justice et la réconciliation. Pour les milliers de familles ayant perdu un proche dans cette prison, la vérité reste une priorité. Le défi pour le nouveau gouvernement syrien est immense : il doit non seulement reconstruire un pays en ruines, mais aussi affronter son passé et rendre des comptes pour les atrocités commises.

Saidnaya, symbole de l'horreur, peut devenir un symbole de résilience si la Syrie parvient à tirer des leçons de son histoire et à bâtir un avenir où les droits humains et la dignité sont respectés. ◆

ALLER PLUS LOIN...

BRUT (vidéo): La prison de Saidnaya, l'abattoir humain

STATISTA: Plus de 6 millions de réfugiés syriens recensés avant la chute de Bachar al-Assad



Le portrait de Bachar Al-Assad déchiré par un rebelle lors de la prise de Damas le 8 décembre 2024

Une manifestante, drapeau national sur le dos, se tient devant les forces de l'ordre massées devant le Parlement, à Tbilissi, en Géorgie, le 2 décembre 2024

ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE 24: Géorgie, deux présidents pour un fauteuil
- FRANCE DIPLOMATIE: Présentation de la Géorgie

CRISE EN GÉORGIE, QUEL AVENIR POLITIQUE ?

Depuis les élections législatives du 26 octobre 2024, la Géorgie, État du Caucase du Sud, est plongée dans une crise politique profonde. Les résultats contestés du scrutin, combinés à la suspension des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE), ont déclenché une vague de manifestations et accentué les divisions dans un pays tiraillé entre aspirations européennes et influences russes.

Les élections législatives ont vu la victoire controversée du parti au pouvoir, le **Rêve géorgien**, qui a obtenu 54 % des voix. Fondé par l'oligarque Bidzina Ivanichvili, le parti est accusé par l'opposition pro-européenne de manipulations électorales, notamment d'achats de votes et de pressions sur les électeurs. Ces allégations ont jeté le doute sur la légitimité du scrutin et attisé la colère de nombreux Géorgiens.

Malgré ces accusations, la Commission électorale, souvent perçue comme proche du pouvoir, a accepté de procéder à des recomptages partiels dans seulement 14 % des bureaux de vote. Cette réponse jugée insuffisante par l'opposition a alimenté les soupçons de fraude et renforcé les appels à la mobilisation populaire. Depuis, des dizaines de milliers de personnes défilent dans les rues de Tbilissi et d'autres grandes villes pour demander de nouvelles élections et dénoncer ce qu'elles considèrent comme une dérive autoritaire.

L'adhésion à l'UE, un rêve brisé ?

La situation s'est aggravée fin novembre lorsque le gouvernement a annoncé la suspension des négociations d'adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028. Cette décision, contraire à l'objectif constitutionnel de rejoindre l'UE, a été perçue comme une trahison par une large partie de la population. Pour beaucoup de Géorgiens, l'intégration européenne symbolise un avenir démocratique et prospère, loin des influences russes qui continuent de peser sur le pays.La présidente pro-européenne Salomé Zourabichvili s'est opposée frontalement à cette décision. En rupture avec le gouvernement, elle a exprimé son soutien aux manifestants et a appelé à une enquête internationale sur les résultats électoraux. « Nous ne pouvons pas laisser la démocratie géorgienne être compromise », a-t-elle déclaré, appelant au respect des aspirations européennes de la Géorgie.

Face à cette contestation croissante, les autorités géorgiennes ont opté pour une réponse musclée. Les forces de l'ordre ont eu recours à des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants. Plus de 400 personnes ont été arrêtées depuis le début des rassemblements, et plusieurs dizaines ont été blessées, selon des organisations locales de défense des droits humains.

Cette répression, loin de calmer les tensions, a renforcé la détermination des manifestants. Des slogans comme « La Géorgie appartient à l'Europe » ou « Non à l'autoritarisme » résonnent dans les rues, tandis que les appels à une mobilisation pacifique mais résolue se multiplient.

La crise actuelle illustre les fractures profondes au sein de la société géorgienne. D'un côté, une partie de la population et de la classe politique souhaite consolider les liens avec l'Occident, en particulier avec l'Union européenne. De l'autre, le gouvernement, perçu comme de plus en plus autoritaire, semble privilégier un rapprochement avec la Russie, une posture qui divise profondément.

Le gouvernement du Rêve géorgien, critiqué pour son autoritarisme croissant, doit désormais faire face à des pressions internationales. L'UE et les États-Unis ont exprimé leur inquiétude face aux violences policières et à la décision de suspendre les négociations d'adhésion. Des voix se sont également élevées pour demander des sanctions ciblées contre les responsables géorgiens impliqués dans la répression des manifestations.

Quel avenir pour la Géorgie ?

La crise politique en Géorgie soulève des questions cruciales sur l'avenir du pays. La polarisation actuelle risque d'entraîner des conséquences durables, tant sur le plan interne qu'au niveau de ses relations internationales. L'éloignement apparent de l'Union européenne pourrait non seulement miner la confiance des citoyens envers leurs institutions, mais aussi affaiblir la position stratégique de la Géorgie dans la région.

Pour sortir de l'impasse, de nombreuses voix appellent à un dialogue national inclusif, impliquant toutes les parties prenantes, y compris l'opposition, la société civile et les partenaires internationaux. L'organisation de nouvelles élections libres et transparentes pourrait constituer un premier pas vers une résolution de la crise.

La Géorgie se trouve aujourd'hui à un moment charnière de son histoire. Les événements des prochains mois détermineront si le pays peut renouer avec son ambition européenne ou s'il continuera de s'enfoncer dans une spirale de divisions et d'autoritarisme. En attendant, les rues de Tbilissi demeurent le théâtre d'une lutte acharnée entre deux visions opposées de l'avenir de la Géorgie : une démocratie tournée vers l'Europe, ou une nation prise dans l'orbite d'influences autoritaires.

La détermination du peuple géorgien, face à une répression croissante, est le signe que l'issue de cette crise reste ouverte. Mais le temps presse, et les décisions à venir auront un impact durable non seulement sur la Géorgie, mais aussi sur l'équilibre politique de toute la région du Caucase. ◆

CORÉE DU SUD : DESTITUTIONS, LOI MARTIALE ET CRISE INSTITUTIONNELLE

La Corée du Sud traverse une crise politique sans précédent, marquée par des événements d'une intensité rare dans l'histoire récente du pays. En moins d'un mois, la nation a vu la proclamation et la levée précipitée de la loi martiale, deux destitutions successives, et un président accusé de rébellion. Alors que la Cour constitutionnelle s'apprête à se prononcer sur la validité de la destitution du président Yoon Suk-yeol, l'avenir politique du pays demeure incertain.

Tout a commencé le 3 décembre 2024, lorsque le président Yoon Suk-yeol a surpris la nation en proclamant la loi martiale. Cette décision, inédite depuis la fin de la dictature militaire en 1987, a été justifiée par le chef de l'État comme une réponse nécessaire à des "menaces à l'ordre public". Cependant, cette annonce a provoqué une levée de boucliers immédiate au sein de la société civile, du Parlement, et même de certains membres du parti au pouvoir.

Des manifestations massives ont éclaté dans les principales villes du pays, notamment à Séoul et Busan, où des centaines de milliers de personnes ont dénoncé une tentative de dérive autoritaire. Sous pression, Yoon a été contraint de lever la loi martiale seulement six heures après son instauration. Ce recul rapide a entamé de manière significative son autorité et a ouvert

la voie à une escalade politique.

Le 14 décembre 2024, le Parlement sud-coréen, dominé par l'opposition et soutenu par une frange croissante de la majorité, a adopté une motion de destitution contre Yoon Suk-yeol. Cette décision historique a été approuvée par 204 voix pour et 85 contre, reflétant un consensus politique rare face aux événements. Yoon, accusé d'abus de pouvoir et de rébellion, a immédiatement été suspendu de ses fonctions, laissant le Premier ministre Han Duck-soo assumer la présidence par intérim.

Cependant, la stabilité attendue ne s'est pas concrétisée. Le 27 décembre 2024, Han Duck-soo a lui aussi été destitué, une première pour un président par intérim. Les accusations portées contre lui concernaient principalement une gestion perçue comme chaotique et des soupçons de collusion avec Yoon Suk-yeol. Cette deuxième destitution en quinze jours a plongé la Corée du Sud dans une véritable crise institutionnelle.

Après la destitution de Han Duck-soo, la présidence par intérim a été confiée à Choi Sang-mok, ancien ministre des Finances. Bien que Choi soit considéré comme une figure technocratique respectée, son ascension à ce poste symbolise une instabilité politique sans précédent. La Corée du Sud, habituée à un système institutionnel rigoureux, se retrouve désormais dans une situation où son leadership est largement perçu comme intérimaire et fragile. Choi Sang-mok a rapidement appelé au calme et à la stabilité, tout en promettant de respecter les délais constitutionnels pour le traitement de la crise. Toutefois, la méfiance généralisée envers l'ensemble de la classe politique complique ses efforts pour restaurer la confiance du public.

Pendant ce temps, Yoon Suk-yeol fait l'objet d'une enquête approfondie pour rébellion et abus de pouvoir. Un mandat d'arrêt a été émis à son encontre, avec une date d'expiration fixée au 8 janvier 2025. Bien que Yoon clame son innocence et dénonce une "chasse aux sorcières politique", les accusations portées contre lui, notamment l'instauration jugée arbitraire de la loi martiale, ont gravement terni son image publique.

Le sort de Yoon repose désormais entre les mains de la Cour constitutionnelle, qui doit se prononcer sur la validité de sa destitution. Selon les lois sud-coréennes, cette procédure pourrait prendre jusqu'à 180 jours, une durée qui risque de prolonger l'incertitude politique.

Caricature de Hector pour Cartooning for peace

Une médiation américaine ?

La gravité de la crise sud-coréenne a attiré l'attention de la communauté internationale. Le 6 janvier 2025, le secrétaire d'État américain Antony Blinken est arrivé à Séoul pour des entretiens avec les dirigeants sud-coréens. Cette visite intervient alors que les relations bilatérales, traditionnellement solides, pourraient être affectées par l'instabilité politique en Corée du Sud. Blinken a réitéré le soutien des États-Unis à la démocratie sud-coréenne et a appelé à une résolution rapide et pacifique de la crise. Cependant, son rôle est également perçu comme stratégique, dans un contexte où la Corée du Nord pourrait profiter de l'instabilité politique au Sud pour intensifier ses provocations. Cette instabilité pourrait avoir des conséquences durables, non seulement sur le plan intérieur, mais aussi au niveau régional. La Corée du Sud, acteur clé en Asie du Nord-est, est confrontée à des défis majeurs : maintenir la stabilité face aux ambitions de la Chine, contrer les menaces nord-coréennes, et conserver la confiance de ses partenaires occidentaux.

La crise a également révélé une fracture profonde entre les citoyens sud-coréens. Alors que certains accusent le président déchu d'avoir trahi la démocratie, d'autres dénoncent une instrumentalisation politique de la destitution par l'opposition. Les manifestations massives, bien que pacifiques pour la plupart, témoignent d'un mécontentement général envers la classe politique.

Cependant, de nombreux Sud-Coréens espèrent que cette période tumultueuse débouchera sur un renforcement des institutions démocratiques. La société civile, forte et bien organisée, joue un rôle crucial dans le maintien de la pression sur les dirigeants pour garantir une transition pacifique.

Alors que la Corée du Sud traverse l'une des périodes les plus incertaines de son histoire moderne, la priorité est désormais de restaurer la confiance dans ses institutions. La décision de la Cour constitutionnelle, attendue dans les mois à venir, sera déterminante pour clarifier l'avenir du pays. La stabilité de la Corée du Sud ne repose pas seulement sur ses dirigeants, mais aussi sur la résilience de son peuple et la solidité de ses principes démocratiques. Dans cette période de turbulences, la nation doit trouver un équilibre entre justice, unité, et espoir pour écrire un nouveau chapitre de son histoire. ◆

ALLER PLUS LOIN...

- LE PARISIEN: l'arrestation ratée du président attise les tensions entre pro et anti Yoon
- IRIS: Crise politique en Corée, la démocratie à l'épreuve ?

Les partisans du président déchu Yoon Suk-yeol sont rassemblés près de la résidence de ce dernier, agitant des drapeaux coréens et américains.

Les électeurs allemands seront conviés aux urnes le 23 février 2025 pour élire un nouveau Parlement au Bundestag et mettre un terme à la crise politique qui traverse l'Allemagne.

ALLER PLUS LOIN...

ARTE 28 minutes: Crise politique, alerte économique : l'Allemagne, l'autre malade de l'Europe ?

L'ALLEMAGNE VERS UNE CRISE POLITIQUE INÉDITE, UN AVENIR INCERTAIN

Depuis la fin de l'année 2024, l'Allemagne, pilier historique de la stabilité politique en Europe, est confrontée à une crise institutionnelle majeure. Le chancelier Olaf Scholz, leader de la coalition dite "feu tricolore", a perdu un vote de confiance au Bundestag le 16 décembre 2024, signant la fin de son gouvernement. La situation, marquée par une dissolution du Parlement et l'annonce d'élections anticipées pour février 2025, ouvre une période d'incertitudes politiques et économiques dans la première économie européenne.

Les prémices de cette crise remontent au 6 novembre 2024, lorsque la coalition "feu tricolore", formée en 2021 entre les sociaux-démocrates (SPD), les écologistes (Verts) et les libéraux (FDP), s'est effondrée. Cet éclatement a été provoqué par le limogeage du ministre des Finances, Christian Lindner, membre du FDP, par le chancelier Scholz. Ce limogeage, justifié par des désaccords sur le budget fédéral, a été perçu comme une rupture irréparable au sein de la coalition, déjà fragilisée par des divergences idéologiques sur la politique économique et la gestion de la crise énergétique.

Les tensions au sein de cette coalition n'étaient pas nouvelles. Depuis sa formation, cette alliance hétérogène a dû naviguer entre les priorités sociales des sociaux-démocrates, les ambitions écologiques des Verts, et la rigueur budgétaire prônée par les libéraux. Les discussions sur le budget fédéral pour 2025, dans

un contexte économique difficile marqué par une récession annuelle de -0,2 % du PIB, ont finalement cristallisé les divisions internes.

La crise a atteint son apogée le 16 décembre 2024, lorsque le gouvernement Scholz a perdu un vote de confiance au Bundestag. Avec 394 voix contre, 207 pour, et 116 abstentions, cette défaite était attendue après la rupture de la coalition. Ce revers parlementaire a scellé le sort d'un gouvernement déjà incapable de rassembler une majorité pour gouverner.

En conséquence, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a formellement dissous le Bundestag le 27 décembre 2024, conformément à la Constitution allemande. Scholz reste en poste à la tête d'un gouvernement minoritaire pour expédier les affaires courantes jusqu'à la tenue des élections législatives anticipées prévues le 23 février 2025.

Les élections à venir marquent un moment charnière pour l'Allemagne. Les derniers sondages placent la CDU/CSU (Union chrétienne-démocrate et son alliée bavaroise, l'Union chrétienne-sociale) en tête, avec plus de 30 % des intentions de vote. Ce bloc conservateur, actuellement dans l'opposition, espère capitaliser sur l'éclatement de la coalition de Scholz pour reprendre les rênes du pouvoir.

Cependant, l'évolution des forces politiques moins traditionnelles suscite également une attention particulière. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême droite, continue de gagner du terrain, surfant sur un mécontentement populaire croissant face aux défis économiques et énergétiques. De même, l'Alliance Sahra Wagenknecht, une formation récente à gauche populiste, attire des électeurs frustrés par le SPD et les Verts. Ces deux partis marginaux pourraient bouleverser l'équilibre traditionnel des forces politiques en Allemagne.

Cette crise politique intervient dans un contexte économique difficile pour l'Allemagne. La première économie européenne, longtemps considérée comme le moteur de l'Union européenne, est en récession avec une contraction annuelle du PIB en 2024. La hausse des coûts énergétiques, exacerbée par les conséquences de la guerre en Ukraine et la transition énergétique, a fragilisé des secteurs-clés comme l'industrie automobile et la chimie.

Par ailleurs, les ménages allemands font face à une inflation persistante, érodant leur pouvoir d'achat. Ces difficultés économiques pèsent lourdement sur le paysage politique, les électeurs recherchant des solutions claires pour relancer la croissance et garantir la sécurité énergétique. En attendant les élections, Olaf Scholz reste à la tête d'un gouvernement minoritaire. Cependant, sans majorité au Bundestag, sa capacité à gouverner est extrêmement limitée. Les décisions importantes, notamment en matière de budget ou de politique énergétique, risquent d'être bloquées par une opposition renforcée. Cette situation paralyse de facto l'action gouvernementale à un moment où l'Allemagne a besoin de mesures décisives pour surmonter ses défis économiques et sociaux.

Cette crise politique a également des implications au-delà des frontières allemandes. L'Allemagne joue traditionnellement un rôle central dans l'Union européenne, tant en matière de leadership économique que de diplomatie. Or, cette instabilité politique affaiblit sa capacité à agir comme moteur de l'UE, notamment sur des dossiers cruciaux tels que le pacte vert européen ou les relations avec la Russie.

De nombreux observateurs craignent que cette paralysie politique en Allemagne n'affecte la cohésion européenne, à un moment où des décisions stratégiques sont nécessaires pour renforcer l'intégration économique et la sécurité énergétique de l'Union.

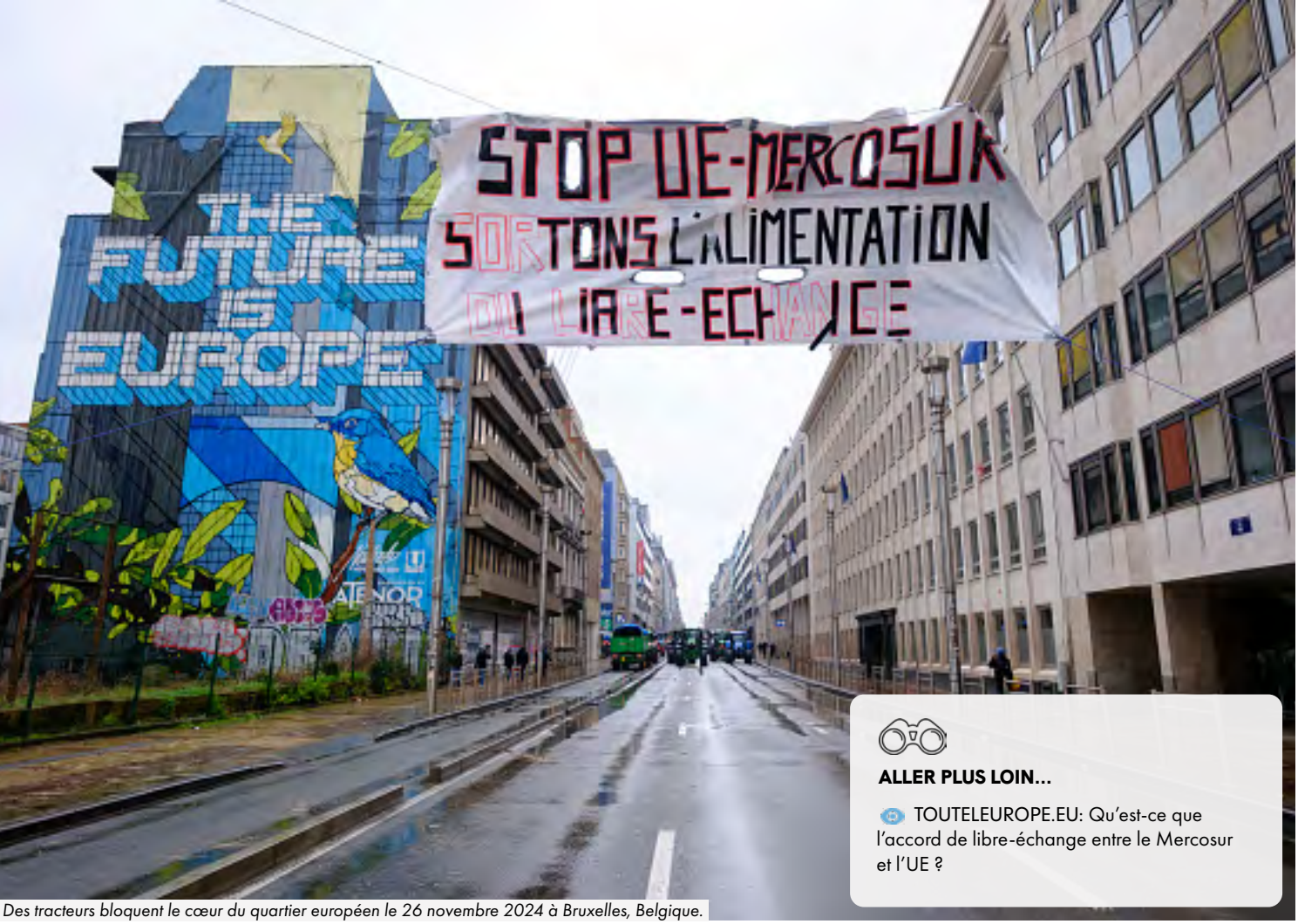
La crise politique allemande contraste avec celle de la France, où les blocages institutionnels semblent plus structurels et durables. Alors que l'Allemagne se dirige vers des élections anticipées pour résoudre sa crise, la France reste empêtrée dans une impasse institutionnelle où les réformes sont systématiquement contestées. Cette comparaison met en lumière les différences dans la gestion des crises politiques entre ces deux grandes puissances européennes.

L'issue des élections du 23 février 2025 sera déterminante pour l'avenir de l'Allemagne. Les conservateurs de la CDU/CSU, favoris dans les sondages, promettent un retour à la stabilité et une politique économique plus orthodoxe, tout en mettant l'accent sur la sécurité énergétique. Cependant, ils devront faire face à une montée en puissance de partis plus radicaux, comme l'AfD à droite et l'Alliance Sahra Wagenknecht à gauche, qui pourraient fragmenter davantage le paysage politique.

De plus, la question de la formation d'une coalition sera cruciale. Si aucune majorité claire ne se dégage des urnes, l'Allemagne pourrait entrer dans une nouvelle phase de négociations prolongées pour former un gouvernement, prolongeant ainsi l'incertitude politique.

La crise politique actuelle marque un tournant dans l'histoire récente de l'Allemagne. Ce pays, longtemps perçu comme un modèle de stabilité, fait face à des défis institutionnels, économiques, et sociaux sans précédent. Alors que l'échéance électorale se rapproche, l'enjeu pour les dirigeants politiques sera de restaurer la confiance des citoyens et de préserver le rôle central de l'Allemagne en Europe.

L'avenir du pays dépendra non seulement du choix des électeurs en février, mais aussi de la capacité des partis politiques à surmonter leurs divisions pour bâtir un gouvernement capable de relever les défis à venir. Pour l'heure, l'incertitude reste de mise, tant au niveau national qu'européen. ◆



Des tracteurs bloquent le cœur du quartier européen le 26 novembre 2024 à Bruxelles, Belgique.

ALLER PLUS LOIN...

TOUTELEUROPE.EU: Qu'est-ce que l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE ?

CRISES POLITIQUES ET OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES, L'UE ET SES CONTRADICTIONS

Alors que l'Allemagne traverse une crise politique majeure et que la France reste embourbée dans une instabilité institutionnelle, une question centrale se pose : ces fragilités nationales peuvent-elles, paradoxalement, profiter à l'Union européenne ? Si l'UE semble avancer sur certains dossiers majeurs comme l'accord de libre-échange avec le MERCOSUR ou la diversification énergétique, ces succès sont entachés par des défis de transparence et des tensions économiques et diplomatiques croissantes. Voici un décryptage des dynamiques en jeu.

L'Allemagne et la France en pleine instabilité

La crise politique allemande, marquée par l'effondrement de la coalition gouvernementale et la dissolution du Bundestag, affaiblit le rôle traditionnel de Berlin comme moteur de l'Union européenne. Le chancelier Olaf Scholz, à la tête d'un gouvernement minoritaire jusqu'aux élections anticipées de février 2025, peine à influencer les grands dossiers européens. Cette instabilité réduit la capacité de l'Allemagne à jouer un rôle de leadership sur des questions stratégiques comme la transition énergétique et le renforcement de l'autonomie stratégique européenne.

De son côté, la France est confrontée à une crise institutionnelle plus structurelle, marquée par une fragmentation politique profonde et une incapacité à gouverner efficacement. Cette situation affaiblit la position de Paris dans les négociations européennes, notamment sur des questions sensibles comme la politique agricole commune ou la réforme budgétaire de l'UE. L'affaiblissement simultané de ces deux piliers historiques de l'Europe soulève des inquiétudes quant à la capacité de l'Union à maintenir son unité face à des défis internes et externes croissants.

L'accord UE-MERCOSUR, une victoire à double tranchant

Malgré ces turbulences politiques, l'UE a réussi à avancer sur certains dossiers majeurs. En décembre 2024, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a signé un accord de libre-échange avec le MERCOSUR, regroupant plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Brésil et l'Argentine. Cet accord, négocié depuis des années, vise à renforcer les relations commerciales entre les deux blocs et à contrer l'influence économique croissante de la Chine et des États-Unis dans la région.

Cependant, cet accord s'inscrit également dans une logique de guerre économique, non seulement entre l'UE et le MERCOSUR, mais aussi au sein de ce dernier. En favorisant l'agriculture brésilienne, notamment les exportations de soja et de viande, l'accord risque d'affaiblir les secteurs agricoles d'autres pays comme l'Argentine, exacerbant les tensions internes au MERCOSUR. En Europe, cet accord soulève également des critiques.

Les agriculteurs français, déjà fragilisés par la concurrence internationale, voient dans cet accord une menace directe à leur survie. Les mobilisations paysannes, notamment dans les régions rurales, reflètent une frustration croissante envers la politique commerciale de l'UE, perçue comme déconnectée des réalités locales. Enfin, la signature de cet accord met en lumière les problèmes de transparence au sein de la Commission européenne. Emily O'Reilly, responsable de l'organisme de surveillance de la responsabilité et de la transparence de l'UE, a dénoncé l'opacité des négociations et le manque de consultation des parties prenantes. Ces critiques alimentent le scepticisme croissant envers les institutions européennes, notamment dans les pays membres les plus touchés par les effets de l'accord.

La diversité énergétique, entre opportunités et chantage

Depuis l'agression russe en Ukraine, l'Europe a fait le choix stratégique de réduire sa dépendance au gaz russe, se tournant vers de nouveaux partenaires, notamment le Qatar. Si cette diversification a permis d'atténuer les risques liés aux coupures d'approvisionnement, elle a également généré de nouvelles tensions diplomatiques.

En décembre 2024, le ministre qatari de l'Énergie a déclaré dans le Financial Times que son pays pourrait cesser de vendre du gaz aux Européens si une directive de l'UE sur les droits humains et environnementaux venait à lui coûter des amendes. Cette directive, adoptée dans le cadre des engagements climatiques et éthiques de l'UE, impose des règles strictes aux grandes entreprises gazières opérant sur le marché européen.
Ce chantage met l'UE dans une position délicate. D'une part, elle doit préserver ses approvisionnements énergétiques, cruciaux pour surmonter la crise énergétique actuelle. D'autre part, elle ne peut pas renoncer à ses principes fondamentaux, notamment en matière de respect des droits humains et environnementaux. Cette situation souligne les limites de la dépendance énergétique, même diversifiée, et l'importance pour l'Europe de renforcer son autonomie énergétique, notamment via les énergies renouvelables.

Une opportunité pour l'UE ?

Si les crises allemandes et françaises fragilisent leur influence au sein de l'UE, elles pourraient également offrir une opportunité à l'Union de renforcer son rôle en tant qu'entité supranationale. Les institutions européennes, en particulier la Commission, ont une fenêtre pour affirmer leur leadership sur des dossiers majeurs, comme le commerce international et la transition énergétique, sans être entravées par les divisions internes des grands États membres. Cependant, pour que cette opportunité se concrétise, l'UE devra surmonter plusieurs obstacles dont, en premier lieu, celui de restaurer la confiance démocratique. Les critiques croissantes sur le manque de transparence et de responsabilité des institutions européennes, comme dans le cas de l'accord avec le MERCOSUR, doivent être prises au sérieux. Une meilleure communication et une consultation accrue des citoyens et des parties prenantes sont essentielles pour éviter une montée du scepticisme envers l'UE. Dans un second temps, l'UE devra renforcer son autonomie stratégique. La crise énergétique montre la nécessité pour l'Europe de réduire sa dépendance envers des partenaires extérieurs, qu'il s'agisse du Qatar ou d'autres fournisseurs. Cela passe par des investissements massifs dans les énergies renouvelables, les infrastructures de stockage et les technologies de transition.

Enfin, L'UE devra maintenir l'unité des États membres. Alors qu'elle avance sur des dossiers stratégiques, elle doit éviter de creuser les divisions entre ses membres. Cela implique une gestion équilibrée des accords commerciaux, comme celui avec le MERCOSUR, et une prise en compte des préoccupations des secteurs économiques les plus vulnérables.

La faiblesse politique actuelle de l'Allemagne et de la France, bien qu'inquiétante, pourrait paradoxalement ouvrir la voie à une intégration européenne plus forte. Cependant, pour tirer parti de cette situation, l'UE doit démontrer qu'elle est capable de prendre des décisions stratégiques tout en respectant les principes de transparence et de responsabilité démocratique. Les prochains mois seront déterminants, à la fois pour l'avenir politique des grands États membres et pour le rôle de l'UE sur la scène mondiale. Entre tensions commerciales, défis énergétiques et critiques internes, l'Europe est à un tournant de son histoire. Sa capacité à surmonter ces crises définira non seulement son avenir immédiat, mais aussi son rôle en tant qu'acteur global dans un monde de plus en plus polarisé. ◆

Une affiche déchirée montre comment les femmes sont censées se couvrir le visage : avec une burqa, ou chadari, qui couvre tout le visage, ou avec un niqab, qui ne laisse que les yeux découverts.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE: Afghanistan, jusqu'où ira la répression contre les femmes ?

FEMMES AFGHANES, ENTRE RÉPRESSION ET RÉSILIENCE

Depuis la prise de pouvoir des talibans le 15 août 2021, la situation des femmes afghanes s'est dramatiquement détériorée. Les acquis obtenus au cours des deux dernières décennies ont été brutalement effacés, plongeant des millions de femmes dans une réalité marquée par des restrictions oppressives et une régression sociale sans précédent.

Les talibans ont instauré un régime basé sur une interprétation rigoriste de la loi islamique, restreignant sévèrement les droits des femmes dans tous les aspects de leur vie. Cette répression prend des formes multiples, affectant leur éducation, leur emploi, leur liberté de mouvement et même leur apparence. Depuis leur retour au pouvoir, les talibans ont interdit aux filles de poursuivre leur scolarité au-delà de la sixième année. En 2025, environ 2,5 millions de filles et de jeunes femmes en âge d'aller à l'école sont exclues du système éducatif. Cette interdiction constitue une tragédie non seulement pour les jeunes filles privées de perspectives d'avenir, mais aussi pour le développement global du pays, qui voit une partie essentielle de sa population privée de formation et de compétences. Les femmes ont été bannies de la plupart des emplois publics, et leur participation dans des organisations non gouvernementales (ONG) est également interdite. Cette exclusion a des conséquences économiques dévastatrices pour les familles afghanes, où les femmes étaient souvent les principales ou uniques sources de revenus. Les mères célibataires, en particulier, sont confrontées à une pauvreté extrême et à une insécurité alimentaire croissante. Les talibans imposent aux femmes l'obligation d'être accompagnées d'un chaperon masculin pour tout déplacement dépassant une courte distance. Cette restriction limite leur accès aux services essentiels tels que la santé, l'éducation pour leurs enfants, et même les marchés locaux, exacerbant leur isolement. Les femmes afghanes sont contraintes de porter le hijab et sont fortement encouragées à porter la burqa. Ces restrictions vestimentaires visent à effacer leur visibilité dans l'espace public et renforcent l'idée qu'elles ne sont pas des individus autonomes, mais des symboles à contrôler.

Les conséquences de ces mesures sont visibles dans tous les aspects de la vie des femmes afghanes. Elles sont désormais exclues de la sphère publique et politique, privées de leurs droits les plus élémentaires, et confrontées à une insécurité croissante. Les femmes sont interdites de participation dans les domaines publics et politiques, les privant de tout pouvoir de décision ou représentation. Cette marginalisation renforce leur vulnérabilité et rend leur voix presque inaudible sur les questions critiques

affectant leur vie. L'accès aux soins de santé, en particulier pour les femmes enceintes ou les jeunes mères, est de plus en plus difficile. Dans de nombreuses régions rurales, les cliniques ne peuvent plus accueillir de patientes faute de personnel féminin autorisé à exercer. La combinaison de restrictions économiques, de sécheresses fréquentes, et de la crise humanitaire a aggravé l'insécurité alimentaire en Afghanistan. Les mères célibataires et leurs enfants figurent parmi les groupes les plus touchés, souvent obligés de mendier ou de dépendre de réseaux d'entraide informels.

Les femmes afghanes font face à un risque accru de violences domestiques, mariages forcés, et agressions. Leur accès à la justice est quasi inexistant, les tribunaux dominés par des juges talibans refusant souvent d'entendre leurs plaintes ou d'envisager des recours.

Une résilience remarquable face à l'oppression

Malgré ces conditions d'extrême adversité, de nombreuses femmes afghanes continuent de lutter pour leurs droits et leur dignité. Des groupes clandestins se forment pour fournir un soutien éducatif, économique ou psychologique à celles qui en ont besoin. Ces initiatives démontrent une résilience extraordinaire face à une oppression systémique. Dans l'ombre, des femmes courageuses organisent des réseaux de soutien et de résistance, allant de l'enseignement clandestin pour les jeunes filles à la documentation des violations des droits humains. Ces efforts témoignent d'un refus catégorique d'accepter l'effacement imposé par les talibans. Bien que les femmes afghanes mènent leur propre combat, le soutien de la communauté internationale reste crucial. Des pressions diplomatiques, des aides humanitaires ciblées et des plateformes pour amplifier leur voix peuvent contribuer à alléger leur souffrance et à renforcer leur lutte.

En 2025, les femmes afghanes vivent sous une oppression systématique qui limite leur autonomie, leurs droits et leurs perspectives d'avenir. Cependant, leur résilience face à cette répression témoigne de leur courage et de leur détermination à ne pas abandonner. Il est impératif que la communauté internationale continue de mettre en lumière leur situation et de leur offrir un soutien tangible. Si l'Afghanistan doit un jour se relever, ce sera grâce à la force, à la résistance et au potentiel des femmes qui, même dans l'obscurité, refusent de renoncer à leur lumière. ◆

MORT DE JIMMY CARTER, DISPARITION D'UN FAISEUR DE PAIX

Jimmy Carter, 39e président des États-Unis, est décédé le 29 décembre 2024 à Plains, Géorgie, à l'âge de 100 ans. Il laisse l'image d'un pacificateur et d'un humanitaire engagé. Son action après sa présidence lui a valu le prix Nobel de la paix en 2002. Bien que son mandat présidentiel (1977-1981) ait été marqué par des difficultés, notamment la crise des otages en Iran, Carter est aujourd'hui salué pour son engagement en faveur de la paix et des droits de l'homme, retour sur la politique étrangère américaine de la fin des années 70.

L'une des caractéristiques centrales de la politique étrangère de Carter était son engagement pour les droits de l'homme. Il a fait de cette question une pierre angulaire de sa diplomatie, rompant avec les approches pragmatiques de ses prédécesseurs qui privilégiaient souvent les alliances stratégiques au détriment des considérations éthiques. Carter a critiqué ouvertement les régimes autoritaires soutenus par les États-Unis, comme ceux d'Argentine et de Corée du Sud, en conditionnant l'aide américaine au respect des droits fondamentaux.

Sur le plan de la paix, l'un de ses plus grands succès fut les **Accords de Camp David** en 1978, une négociation historique entre l'Égypte et Israël. Ces accords, qui ont conduit à la signature d'un traité de paix entre les deux nations en 1979, ont marqué un moment phare de son mandat. Carter a su faire preuve d'une ténacité remarquable pour rapprocher les positions du président égyptien Anouar el-Sadate et du Premier ministre israélien Menahem Begin, consolidant l'idée qu'un engagement patient et persévérant peut produire des résultats durables. Malgré ces réalisations, la politique étrangère de Carter a également été mise à l'épreuve par des crises qui ont terni sa présidence. La plus notable fut **la crise des otages en Iran**. En 1979, après la révolution iranienne qui a renversé le Shah soutenu par les États-Unis, l'ambassade américaine à Téhéran a été prise d'assaut,

et 52 Américains ont été retenus en otage pendant 444 jours. L'incapacité de Carter à résoudre rapidement cette crise, combinée à un raid de sauvetage militaire désastreux, a sapé sa crédibilité sur la scène internationale et contribué à sa défaite électorale face à Ronald Reagan en 1980.

D'autres initiatives diplomatiques de Carter témoignent de sa vision à long terme. En 1977, il a signé les **Traités de Torrijos-Carter**, qui prévoyaient la rétrocession du contrôle du canal de Panama au gouvernement panaméen d'ici 1999. Ce geste symbolique et stratégique a été salué comme une reconnaissance du droit des nations à leur souveraineté. C'est, par ailleurs, sur la dénonciation de ces traités que se base le futur locataire de la Maison Blanche lorsqu'il parle de reprendre le contrôle du canal de Panama. Dans le contexte de la guerre froide, Carter a également poursuivi les négociations de limitation des armements avec l'Union soviétique. **L'accord SALT II**, bien que jamais ratifié en raison de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979, a jeté les bases pour les discussions futures sur la réduction des armes nucléaires.

Après avoir quitté la Maison-Blanche, Jimmy Carter a consacré sa vie à des causes humanitaires à travers le Carter Center, une organisation qu'il a fondée pour promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la santé publique dans le monde. Son travail pour superviser des élections, éradiquer des maladies, et encourager la résolution pacifique des conflits a consolidé son image d'homme de paix. Ce dévouement a été couronné par l'attribution du prix Nobel de la paix en 2002.

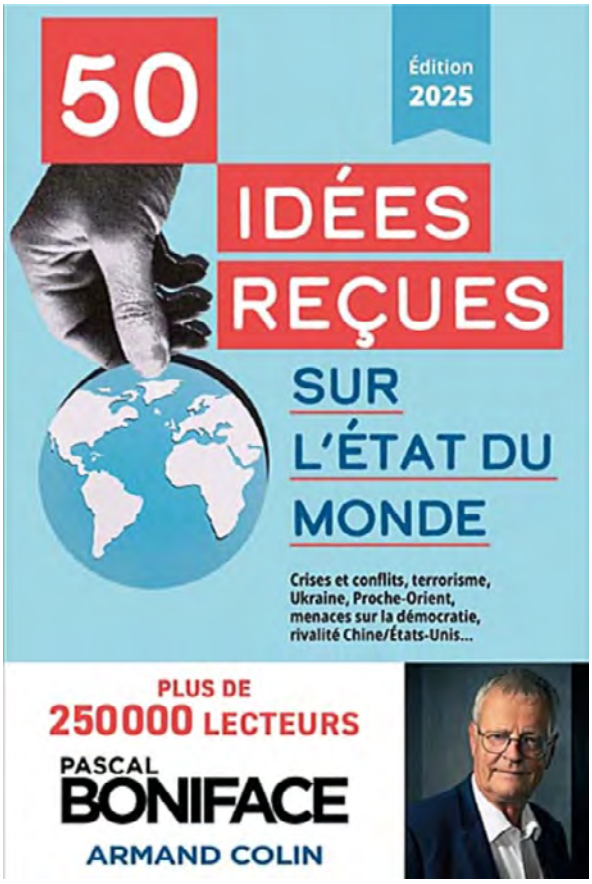
Si le mandat de Jimmy Carter a été critiqué pour sa gestion des crises, notamment en Iran, il est aujourd'hui reconnu pour son approche morale et sa vision progressiste en politique étrangère. Son engagement pour les droits de l'homme, sa médiation dans des conflits complexes et son héritage humanitaire en font une figure unique parmi les présidents américains. Carter reste un modèle de leadership guidé par des principes, prouvant que l'impact d'une présidence peut souvent dépasser les frontières du temps et des mandats. ◆

Jimmy Carter, au centre, entouré par le président égyptien Anouar el-Sadate (à gauche) et le Premier ministre israélien Menahem Begin au moment de la signature des accords de Camp David en 1978.

ALLER PLUS LOIN...

LE MONDE: Mort de Jimmy Carter, ce qu'il faut retenir de l'ancien président américain

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI



Un éclairage à contre-courant sur les questions internationales qui agitent le débat public.

Tel un virus, les idées reçues circulent largement et rapidement. Nous pouvons tous être contaminés, parfois sans en être conscients. Elles ont l'apparence de l'évidence, mais elles masquent la réalité.

En interrogeant les idées reçues les plus répandues concernant les relations internationales et la géopolitique, Pascal Boniface remet les réalités du monde contemporain en perspective. Grâce à une vision globale et un sens de la pédagogie, il déconstruit les jugements à l'emporte-pièce, qui ne résistent pas à un examen scrupuleux des rivalités géopolitiques.

Cette édition 2025 apporte des éclairages supplémentaires sur le rôle de l'ONU, le conflit israélo-palestinien, la guerre en Ukraine, les guerres invisibilisées, l'irruption de la morale dans les relations internationales, l'origine de l'islamophobie.

Repères et clés pour décrypter l'actualité. Depuis la chute de l'URSS, les conflits n'ont pas cessé aux frontières de la Russie. C'est le plus vaste État de la planète, fédéral et transcontinental. Son actualité, violente et complexe, ne cesse de nous interroger. Après plus de deux années de guerre en Ukraine, quelles en sont les conséquences sur l'équilibre géopolitique mondial ? Comment se positionne-t-elle face à l'Occident et face à cette nouvelle grande puissance qu'est la Chine ? Ces questions traversent l'histoire contemporaine et resurgissent au fil de l'actualité. Des clichés à la réalité, cet ouvrage nous parle de lieux, de faits et de chiffres pour nous aider à y voir plus clair. Spécialiste incontesté, l'auteur propose 40 fiches documentées pour cerner les enjeux et les défis de la région. L'ensemble est illustré de cartes, graphiques et tableaux.

1. La reconstruction d'un gouvernement
2. Nicolas Sarkozy condamné
3. La reconstruction de Mayotte
4. La reconstruction réussie de Notre-Dame
5. Le verdict du procès des viols de Mazan

Vincent BIENSTMAN

Le nouveau Premier ministre arrive à l'Élysée

LA RECONSTRUCTION D'UN GOUVERNEMENT

L'Assemblée nationale a voté le 4 décembre la censure du gouvernement de Michel Barnier en refusant la validation de la Loi de Finance sur le budget 2025, pour la première fois depuis 1962 et la chute du gouvernement de Georges Pompidou. A cette époque, le Général De Gaulle avait dissous l'Assemblée afin de dénouer la crise politique ouverte par la censure. Cependant, Emmanuel Macron n'a plus cette arme à disposition car la dissolution est impossible avant la fin du mois de juin, soit un an après les dernières élections législatives. Il ne reste plus alors que la nomination d'un nouveau Premier ministre qui a la lourde tâche de trouver une solution à la répartition des députés en trois blocs qui empêche le vote d'un nouveau budget.

Les raisons de la censure

L'ancien Premier ministre Michel Barnier avait annoncé rechercher des compromis avec les députés afin d'atteindre une majorité acceptant de voter la Loi de Finance sur le budget 2025. Cependant, son choix final s'était porté sur la reprise du texte d'origine malgré de nombreux amendements votés notamment à l'initiative du Nouveau Front Populaire car les députés avaient dans l'ensemble refusé ce budget amendé. Devant ce blocage, Michel Barnier a décidé d'avoir recours à l'article 49 alinéa 3 qui permet d'adopter la loi présentée si une majorité des députés ne vote pas la censure du gouvernement. Le choix laissé aux députés était donc de permettre à Michel Barnier de poursuivre la politique économique dans un axe semblable à celui de l'ancien gouvernement ou alors de le censurer. Une écrasante majorité des députés du Rassemblement National et du Nouveau Front Populaire a choisi la censure, mais pour des raisons diamétralement opposées. En effet, le NFP voulait mettre davantage à contribution les ménages détenant les patrimoines les plus élevés et les entreprises ayant les bénéfices les plus importants. Alors que le RN a notamment refusé la non-indexation des retraites sur l'inflation et l'augmentation de la taxe sur l'électricité, des mesures également contestées par le NFP.

Le gouvernement a ainsi été censuré trois mois après sa mise en place, ce qui était attendu au regard de l'éclatement des forces et du refus du Premier ministre d'adopter une partie des amendements venant du RN ou du NFP, afin de poursuivre la politique menée depuis 2017 malgré les défaites aux élections européennes et législatives.

Un nouveau gouvernement de continuité

Après plusieurs semaines de réflexion, François Bayrou a été choisi comme nouveau Premier ministre afin de réussir là où son prédécesseur a échoué, c'est-à-dire le vote du budget. Il pourrait être possible en cas d'un accord de coalition ou au

minimum une non-censure notamment si l'article 49 alinéa 3 est de nouveau utilisé. Pour cela, le Premier ministre a mené des entretiens avec les différents partis à l'exception du RN et de la France Insoumise afin d'élargir son socle en ajoutant au bloc présidentiel (Renaissance, le Modem, Horizons), Les Républicains dont était issu Michel Barnier, ainsi qu'une partie du NFP avec le Parti Socialiste, les écologistes et les communistes. Cependant, les tractations n'ont pas permis d'arriver à un accord notamment devant le refus de François Bayrou de revenir sur la dernière réforme des retraites malgré une majorité de députés et de Français qui reste opposée à cette mesure.

Le 23 décembre, le nouveau gouvernement a été annoncé avec un retour de nombreux anciens ministres : Rachida Daty, Bruno Retailleau ou encore Gérald Darmanin, mais également des anciens Premiers ministres avec Elisabeth Borne à l'Éducation Nationale (2022-2024) et Manuel Valls aux Outre-mer (2014-2016), qui sont respectivement deuxième et troisième dans l'ordre protocolaire. Avec François Rebsamen (2014-2015) ce sont bien deux anciens ministres socialistes qui intègrent le gouvernement, ce qui semble ainsi confirmer l'ouverture de François Bayrou. Néanmoins, ce sont également des soutiens de Emmanuel Macron depuis 2017, ce qui en réduit grandement la portée. De plus, l'antipathie suscitée à gauche contre Manuel Valls après le refus de soutenir le candidat socialiste Benoit Hamon en 2017, son élection de député en tant que soutien de la majorité présidentielle, ainsi que son départ puis son retour des élections municipales à Barcelone, semble être un risque majeur pour Bayrou. Il a en revanche fait plusieurs pas vers le RN en acceptant de ne pas nommer Xavier Bertrand, ennemi personnel déclaré de Marine Le Pen dans les Hauts-de-France, comme ministre de la Justice et lui préférant Gérald Darmanin qui a été un des seuls représentants de la majorité présidentielle à la soutenir lors de son procès concernant les emplois fictifs du RN au Parlement européen. De plus, la droite LR qui était la grande gagnante du dernier gouvernement malgré son faible nombre de députés se sent aujourd'hui lésée, car elle souhaitait obtenir un tiers des ministres, au regard de sa supposée majorité dans l'opinion.

Une nouvelle censure ?

Devant ces si nombreux retours, le choix semble avoir été la continuité malgré les défaites électorales et la censure. La question est de savoir comment éviter la même fin que le gouvernement précédent alors que les ingrédients sont si semblables. Le NFP a déjà annoncé déposer une motion de censure si le Premier ministre ne met pas la confiance du gouvernement au vote de l'Assemblée. François Bayrou a annoncé avoir recours au 49.3 seulement en dernière extrémité, mais le vote d'un budget sera impossible sans véritable compromis avec les autres blocs, ce qui ne semble pas être le cas avec sa nomination alors qu'il est une figure centrale du macronisme depuis 2017.

Une des seules réformes qui pourrait trouver des soutiens dans les différents blocs est le passage de l'élection législative à la proportionnelle. Néanmoins, ceci recouvre plusieurs réalités selon les modalités choisies, comme par exemple le choix entre la proportionnelle intégrale ou majoritaire. Si elle est intégrale, elle refléterait exactement la répartition des voix des électeurs français, dans le cas d'une proportionnelle majoritaire, c'est le parti arrivé en tête qui aurait un bonus pour devenir majoritaire en nombre de députés. Ainsi, le RN milite pour la seconde option qui semble la meilleure chance pour ce parti d'accéder au pouvoir, alors que la gauche pencherait davantage pour une proportionnelle intégrale qui obligerait alors les partis à devoir trouver des compromis après les élections pour réussir à gouverner.

Le pari de François Bayrou et d'Emmanuel Macron est donc celui d'un RN qui n'osera pas censurer une nouvelle fois le gouvernement de peur de perdre les sympathisants de droite qui sont tentés de le rejoindre. Cependant, cela est très risqué pour ce parti car ses électeurs sont déjà une majorité à souhaiter une nouvelle censure. Dans ce cas, le parti de Marine Le Pen devra faire le choix entre un soutien au moins indirect, ou alors prendre le risque de s'aliéner une partie des électeurs attachés à l'ordre et à la continuité de la politique économique. Si la censure est de nouveau votée, la pression sera forte sur Emmanuel Macron qui a encore une fois refusé de nommer un Premier ministre provenant de la force arrivée en tête aux élections législatives, le NFP. Dans ce cas, les appels à la démission du chef de l'État risqueraient encore de s'intensifier, alors qu'un sondage Odoxa mesure que près des deux tiers des électeurs seraient favorables à son départ.

Le premier Conseil des ministres pour le nouveau gouvernement

Nicolas Sarkozy au tribunal

NICOLAS SARKOZY CONDAMNÉ

Nicolas Sarkozy a été définitivement condamné le 18 décembre après le rejet de la Cour de cassation de son pourvoi dans l'affaire des écoutes. La décision de la Cour a confirmé la condamnation à trois ans de prison, dont un ferme. Il a été reconnu coupable d'avoir tenté d'obtenir d'un magistrat à la Cour de cassation des informations secrètes liées à l'affaire Bettencourt pour laquelle il était mis en examen pour abus de faiblesse, trafic d'influence et recel. Les preuves sont venues d'écoutes liées à une autre enquête, celle du supposé financement illégal de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy par le biais de l'État libyen et de Mouammar Kadhafi, qui est jugé depuis le 6 janvier. C'est le deuxième Président français condamné, après Jacques Chirac pour des emplois fictifs lorsqu'il était maire de Paris au profit de son parti, le RPR (Rassemblement pour la République). Cependant, c'est le premier Président condamné à une peine de prison ferme, même si celle-ci devrait être aménagée avec le port d'un bracelet électronique dans les prochaines semaines.

Un financement libyen supposé

Dès le 6 janvier, Nicolas Sarkozy comparaîtra de nouveau au tribunal concernant le financement de sa campagne de 2007. C'est dans le cadre de cette enquête que les écoutes téléphoniques à l'origine sa condamnation avaient été effectuées. Il a en effet utilisé une ligne téléphonique enregistrée sous un faux nom (Paul Bismut, un ancien camarade d'école) pour dialoguer avec son ami avocat Thierry Herzog, parce qu'il craignait que la ligne officielle soit sur écoute. Il aurait envisagé de nouer un pacte de corruption avec un magistrat à la Cour de cassation, afin d'obtenir des informations et d'influer sur un recours dans l'affaire Bettencourt. Un non-lieu dans cette affaire a été prononcé pour lui par manque de preuves montrant qu'il aurait profité de l'état de faiblesse de Liliane Bettencourt, l'héritière du groupe L'Oréal.

Le supposé financement libyen est l'affaire dans laquelle il encourt la peine la plus lourde avec dix ans de prison et cinq ans d'inéligibilité. L'intérêt de Mouammar Kadhafi se trouvait dans une réhabilitation de son gouvernement auprès de la communauté internationale. En effet, il était accusé de financer le terrorisme, il a donc été mis sous embargo par les États-Unis en 1986 puis par les Nations unies en 1992 concernant les ventes d'armes et les liaisons aériennes. A la fin de l'année 2004, les dernières sanctions sont levées grâce au démantèlement des armes de destruction massive, à l'indemnisation des victimes du terrorisme et à une coopération internationale après le 11 septembre 2001. Un mois après la levée de l'embargo, le président français Jacques Chirac effectue une première visite officielle en Libye, accompagné de nombreux chefs d'entreprise.

Cependant, la Libye reste critiquée par l'Occident, notamment pour l'emprisonnement d'infirmières bulgares à partir de 1999. Tout en poursuivant sa politique intérieure autoritaire, Mouammar Kadhafi cherche à renouer des relations

diplomatiques et commerciales. Nicolas Sarkozy, alors Ministre de l'Intérieur, rencontre pour la première fois Mouammar Kadhafi, qui le reçoit pour parler migration et Union de la Méditerranée, un projet central pour Nicolas Sarkozy. C'est à ce moment que la demande de financement aurait été formulée. L'ancien chef du renseignement militaire libyen, affirme avoir supervisé le transfert de 5 millions d'euros pour la campagne par l'intermédiaire de Claude Guéant et de Ziad Takieddine. Entre 2007 et 2008, lors de ventes de matériel militaire français à la Libye, l'homme d'affaires Ziad Takieddine perçoit plusieurs millions d'euros de commission alors que la pratique illégale en France depuis 2000.

Dès le mois de décembre 2007, Mouammar Kadhafi est reçu en visite officielle à Paris par Nicolas Sarkozy pendant cinq jours en installant sa tente dans les jardins de l'hôtel Marigny. De nombreuses critiques sont émises contre cet honneur fait à un dirigeant peu respectueux des libertés de son peuple. Cette visite aurait donc été la contrepartie de l'aide financière reçue. Dans ce cadre, Nicolas Sarkozy est mis en examen et poursuivi pour association de malfaiteurs, corruption passive, financement illégal de campagne électorale et recel de détournements de fonds publics libyens.

Une seconde procédure liée à celle du financement libyen présumé est toujours en cours, avec l'enquête sur le revirement de Ziad Takieddine qui aurait eu un rôle prépondérant dans la connexion entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi. Fin 2020, il se serait vu promettre plusieurs millions d'euros en échange de sa rétractation concernant les accusations portées contre Nicolas Sarkozy. La justice tente de déterminer si l'ancien président de la République était au courant ou même à l'origine de cette initiative. Nicolas Sarkozy et Carla Bruni ont été mis en examen pour recel de subornation de témoin et participation à une association de malfaiteurs en vue de commettre l'infraction d'escroquerie au jugement en bande organisée.

E, dehors de l'affaire libyenne, Nicolas Sarkozy a été condamné en première instance et en appel à un an d'emprisonnement, dont six mois fermes concernant un système de fausses factures à travers l'agence de communication Bygmalion afin de masquer le dépassement du plafond de dépenses pour sa campagne présidentielle de 2012. Cette condamnation fait l'objet d'un pourvoi en cassation qui devrait donner son verdict cette année.

Les conséquences politiques

C'est la première fois qu'une peine aussi lourde est prononcée contre un ancien président de la République pour des faits aussi graves que la corruption et le trafic d'influence. Mais malgré les nombreuses affaires et peines prononcées, Nicolas Sarkozy a réussi à conserver une influence importante sur la vie politique française, à travers son ancien parti Les Républicains, mais également avec Emmanuel Macron en étant un des visiteurs du soir du Président. Ces dernières semaines, son fils Louis Sarkozy cherche également à se lancer dans la vie politique avec le soutien de son parrain Martin Bouygues qui possède le groupe TF1. Il lui a fourni une tribune en le propulsant chroniqueur sur la chaîne LCI. Ce qui démontre l'influence médiatique conservée par Nicolas Sarkozy.

D'autant plus que l'ancien chef de l'État clame son innocence avec ses droits qui auraient été bafoués pendant douze ans de harcèlement judiciaire. Le combat judiciaire se poursuivra d'ailleurs encore avec la saisine de la Cour européenne des droits de l'Homme qu'il s'apprête à lancer, même si celle-ci n'est pas suspensive de sa peine. Elle le place ainsi dans la situation d'un ancien chef d'État cherchant à faire condamner la justice de son propre pays après avoir été son premier représentant et défenseur. Cette position lui a permis d'être soutenu par de nombreux électeurs et partisans de son camp, dans une contestation systématique des juges et de la Justice dans son ensemble qui seraient laxistes pour les autres délinquants mais punitifs contre eux-mêmes. Contester systématiquement le pouvoir judiciaire dans la situation politique actuelle peut être dangereux. Ceci pose en effet la question du respect de l'État de droit dans une Vème République de plus en plus attaquée et où les différents pouvoirs ne sont pas toujours clairement séparés et protégés. Il reste pourtant la base démocratique d'un État respectueux des lois et procédures. Au fil des réformes, le régime de la Ve République s'est de plus en plus présidentialisé au détriment des prérogatives du Parlement réduit par le parlementarisme rationalisé qui laisse peu d'initiatives à l'Assemblée. Il semble alors nécessaire de reconstruire et consolider cet État de droit qui ne doit plus être si facilement contourné par ses dirigeants de premier plan, car cela ne fait que conforter la défiance des citoyens envers la politique. ◆

Mouammar Kadhafi rencontre le Président Sarkozy lors de sa visite officielle à Paris

Une vue d'un lagon de l'île de Mayotte

LA RECONSTRUCTION DE MAYOTTE

Le plus important cyclone de l'histoire moderne de Mayotte s'est abattu sur l'île le 14 décembre, en tuant au moins 39 personnes et en laissant des dizaines de milliers sans habitations. Les dégâts sont particulièrement importants à cause de la force particulièrement impressionnante de l'ouragan mais également des caractéristiques de ce département français au beau milieu de l'océan indien. Les infrastructures et services publics sont ainsi trop faibles en comparaison de sa population estimée entre 320 et 450 milles habitants. Cette île au large de l'Afrique est le fruit d'une histoire particulière liée à la colonisation française en Afrique et en Asie au XIXème siècle. Elle permet à la France de conserver une présence économique, politique et militaire dans cette partie du monde. Le pays possède la seconde zone économique exclusive maritime, il est le seul à être présent sur six continents et 3 océans.

La construction historique de la présence française

En 1841, le sultan Andriantsoly affaibli par des luttes internes et des conflits avec les autres îles des Comores, cède Mayotte à la France en échange d'une indemnité. Cette cession marque le début de la présence française sur l'île. Mayotte est placée sous le protectorat du gouvernement français de Madagascar en 1886. En 1892, l'ensemble de l'archipel des Comores devient une colonie française. En 1946, les Comores

deviennent un territoire d'outre-mer (TOM) afin de moderniser leurs liens avec la République française.

En 1973, un traité est signé entre la France et les Comores, prévoyant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de l'archipel. Le référendum d'autodétermination des Comores a eu lieu le 22 décembre 1974. Les résultats sur l'ensemble de l'archipel montrent une forte majorité en faveur de l'indépendance avec 95 % des voix. Cependant, le vote sur Mayotte est très différent avec 63 % des électeurs qui souhaitent rester sous souveraineté française, contrairement aux autres îles de l'archipel qui optent très massivement pour l'indépendance avec des scores dépassant les 99 %.

Suite au référendum, les Comores déclarent leur indépendance le 6 juillet 1975, mais sans Mayotte, car les autorités françaises refusent de reconnaître la souveraineté des Comores sur un territoire où la population souhaite majoritairement rester française. Cette décision a conduit à des tensions avec les Comores, qui revendiquent toujours la souveraineté sur Mayotte. Le Parlement français entérine les votes mahorais le 24 décembre 1976. Mayotte devient une collectivité territoriale au statut provisoire initial prévu pour cinq années. L'île se retrouve prise en contradiction entre deux principes du droit international, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui pousse pour la continuité de la souveraineté de la France, et le droit à l'intégrité territoriale des États qui interdit la partition d'un pays lors de la décolonisation. L'Assemblée Générale des Nations Unies et l'Union Africaine ont condamné cette décision française unilatérale.

Des atouts pour la France

La possession de Mayotte, des îles éparses, mais aussi de la Réunion et de Tromelin permet à la France de posséder dans l'océan Indien une zone représentant 27 % du total de la ZEE française, est un atout à la fois militaire, économique, scientifique et culturelle. Dans les zones qui entourent les territoires français des îles de La Réunion et de Mayotte ou encore les îles Éparses, de nombreuses richesses sont présentes.

En effet, les sous-sols de l'océan Indien contiennent près de 55 % des réserves mondiales de pétrole, 60 % de l'uranium, 40 % du gaz et 40 % de l'or, ainsi que d'importantes réserves halieutiques.

De plus, le domaine maritime est toujours en progression grâce à l'extension de la Convention de Montego Bay de 1982 qui autorise les États à revendiquer jusqu'à 650 km d'espace maritime avec des droits illimités concernant l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles comme les hydrocarbures, les minéraux, les métaux ou encore les ressources biologiques. Grâce à sa position privilégiée, cette zone au cœur de l'océan Indien abrite un régiment de la légion étrangère. La France y a également installé un centre d'écoute qui lui permet de surveiller l'ensemble de l'océan Indien et une bonne partie de l'Afrique.

La départementalisation

Le 29 mars 2009, un référendum est organisé pour permettre à la population de se prononcer sur le passage au statut de département français afin de confirmer son enracinement dans la République française. Les résultats confirment la volonté des Mahorais avec 95 % de oui, Mayotte devient officiellement le 101e département français le 31 mars 2011. Ce changement de statut a entraîné des réformes administratives et juridiques importantes, cherchant à aligner progressivement les lois et les infrastructures de Mayotte sur celles de la métropole. Cependant, Mayotte doit faire face à de nombreux défis notamment en matière de développement économique et de gestion des flux migratoires en provenance des autres îles des Comores qui accentuent la pression sur les ressources et les infrastructures de l'île.

L'instauration d'un visa par la France à partir de 1995 a contraint les Comoriens à la clandestinité. Car dans cet archipel où plus de 45 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, les 100 € de frais de dossier représentent un effort financier énorme, sans aucune certitude d'obtenir le visa, alors que durant des décennies, Comoriens et Mahorais ont circulé librement entre les différentes îles de l'archipel. Pour faire face au mécontentement une action a été lancée par Gérald Darmanin en avril 2023, l'opération Wuambushu qui devait expulser 20000 personnes en situation irrégulière. Selon la présidence comorienne, 8000 personnes ont été renvoyées de Mayotte, mais beaucoup sont revenues dans les semaines et mois suivants.

De plus, les capacités des services publics sont insuffisantes. Par exemple, l'Éducation nationale compte de nombreux contractuels qui représentent 60 % des 7000 professeurs présents sur l'île et un manque de place dans les écoles avec une mise en œuvre d'une rotation, les élèves sont scolarisés par demi-journées en alternant avec un autre groupe le reste de la journée, ce qui dégrade très fortement la qualité de la scolarisation. La pauvreté est particulièrement forte avec un SMIC inférieur de 3 € à celui de l'Hexagone et un RSA (Revenu de solidarité active) deux fois plus faible, ce qui ne permet pas de vivre dignement, en particulier dans une population comptant de nombreux jeunes, avec la plus grande maternité d'un pays européen avec près de 11 000 naissances chaque année.

Le cyclone a mis à jour les failles de l'île

Dans ce contexte, l'arrivée du cyclone Chido avec des rafales supérieures aux 220km/h a mis la population dans une situation particulièrement difficile notamment à cause de l'habitat précaire qui est fortement présent sur l'île. Le manque d'eau, d'électricité et d'accès au soin pendant plusieurs jours a

alimenté le ressentiment de la population contre l'État qui est accusé de ne pas avoir fait le nécessaire pour leur venir en aide le plus rapidement possible.

Pour reconstruire Mayotte et améliorer la situation antérieure, le nouveau Premier ministre François Bayrou a annoncé une loi d'urgence pour faire face rapidement à la catastrophe mais aussi la création d'un établissement public de refondation, sur le modèle de celui de Notre-Dame de Paris avec une haute personnalité à sa tête, mais sans en préciser les moyens financiers. Le plan veut répondre aux préoccupations de court terme d'une population qui vit dans le département le plus pauvre de France et se sent, depuis des années, abandonnée par la métropole, notamment avec le rétablissement de l'électricité avant la fin du mois, de l'accès à l'eau, de la réouverture des écoles selon les possibilités matérielles et la reprise des vols commerciaux à l'aéroport. Des prêts à des conditions exceptionnelles et garanties par l'État seront ouverts aux particuliers, tandis que les entreprises bénéficieront d'une zone franche globale sur la totalité de l'île pour cinq ans.

Mais c'est surtout le deuxième volet du plan « *Mayotte debout* » qui est le plus important car il s'engage à reconstruire l'archipel en deux ans en répondant aux besoins de fonds des habitants et en développant l'économie locale, tout en évitant le retour des bidonvilles, même si cela est déjà en cours. Cependant, pour ce volet du plan, aucune mesure concrète n'a été dévoilée. Pour beaucoup de Mahorais, l'éradication des bidonvilles peuplés surtout de personnes originaires des Comores est devenue un problème central. L'État s'engage à empêcher les reconstructions et à recenser précisément la population, ce qui permettra de mieux estimer les besoins et d'être en capacité d'y faire face.

La reconstruction passe aussi par un meilleur contrôle de l'immigration. Pour l'instant, le plan Wuambushu ne semble pas avoir été assez efficace. De plus, la remise en question du droit du sol évoquée par François Bayrou, est un choix qui serait lourd de conséquences pour l'ensemble de la France en mettant en cause une base sur laquelle repose la citoyenneté française depuis la Révolution de 1789. Un accord migratoire avec les Comores serait la piste la plus intéressante, mais cela semble aujourd'hui impossible pour un pays qui continue de revendiquer sa souveraineté sur ce territoire. ◆

Un quartier de Mayotte après le passage du cyclone Chido

La flèche de la cathédrale s'effondrant lors de l'incendie

LA RECONSTRUCTION RÉUSSIE DE NOTRE-DAME

Le 7 décembre, la cathédrale Notre-Dame de Paris a rouvert ses portes cinq ans et demi après le terrible incendie de sa charpente qui a failli détruire ce bâtiment érigé il y a près de 900 ans. Dès les jours suivants, Emmanuel Macron avait promis la reconstruction du monument en 5 ans. Beaucoup pensaient que ce délai ne pourrait pas être tenu devant l'immensité des travaux à entreprendre. Pour le rendre possible, une concentration des moyens humains et financiers a été indispensable, tout en contournant certaines lois encadrant habituellement les travaux de préservation du patrimoine.

Un incendie difficilement maîtrisé

Le soir du 15 avril 2019, un incendie se déclare dans la charpente alors en plein travaux de rénovation. Malgré les flammes et la chaleur, la plus grande partie des œuvres d'art et des objets cultuels a été préservée. L'endroit le plus délicat a été le beffroi nord, avec le risque de chute des cloches qui aurait pu emporter une partie de la tour et reste de la structure. Les causes exactes de l'incendie ne sont pas encore déterminées à ce jour, les juges chargés de l'enquête n'ont toujours pas rendu leur verdict. La piste criminelle a été écartée, tout comme celle d'une erreur des travailleurs chargés de la rénovation. La cause la plus probable est celle d'une succession de négligences et de manquements qui aurait conduit à l'incendie. Pour éviter la reproduction d'un drame similaire, des protections ont été mises en place comme des brumisateurs dans la charpente pour empêcher les départs de feu, des caméras thermiques et de vidéosurveillance pour alerter au plus vite ou encore des refuges protégés du feu derrière les deux pignons pour faciliter l'intervention des pompiers.

Des moyens colossaux

Le chantier de Notre-Dame est l'exemple réussi du « quoi qu'il en coûte » énoncé par Emmanuel Macron lors de la pandémie du Covid-19 en 2020. Pour concrétiser cela, un établissement public spécial a été créé afin de réduire les délais administratifs habituels pour les travaux de sauvegarde du patrimoine, ainsi que l'adoption par le Parlement d'une loi d'exception pour contourner les systèmes de donations patrimoniales et raccourcir les délais d'offres de marché.

De très nombreux corps de métier ont été mis à contribution, des

ingénieurs, des charpentiers, des plombiers, des restaurateurs ou encore des vitraillistes au sein de 250 entreprises répondant à 140 marchés. Un chantier titanesque réalisé en un temps record, en ayant mobilisé 2000 compagnons, utilisé 2000 chênes centenaires pour rebâtir la charpente de 600 tonnes. Ce chantier a également demandé aux entreprises participantes de s'investir totalement, ce qui les a mis en danger en étant à court d'activité par la suite, ce qui pourrait se traduire par des licenciements, voire des faillites, car de nombreux marchés ont été perdus par ces entreprises pendant la durée des travaux à Notre-Dame.

La question du financement de ces travaux s'est également posée dès les premiers jours. Une collecte a été mise en place et elle a permis de récolter 843 millions d'euros provenant de 340 000 donateurs. Quelques célébrités ont accordé des sommes très importantes, mais de nombreux particuliers ont aussi donné quelques euros en France ou à l'étranger. Ce sont notamment les cas des Américains avec un total de 57 millions de dollars, mais aussi par exemple du roi du Maroc qui a participé à hauteur d'un million d'euros. Côté français, plusieurs grandes fortunes ont rivalisé de générosité dont François Pinault qui a donné 100 millions d'euros dès les premiers jours. Le lendemain de son annonce, Bernard Arnault double la mise en annonçant un don de 200 millions. Puis le groupe Total Energies suit en offrant à son tour 100 millions, ou encore le groupe L'Oréal et la famille Bettencourt Meyers avec 200 millions. Après quelques jours, la plupart des grandes entreprises françaises ont participé : JCDecaux pour 20 millions, Bouygues pour 10 millions ou encore Axa pour également 10 millions.

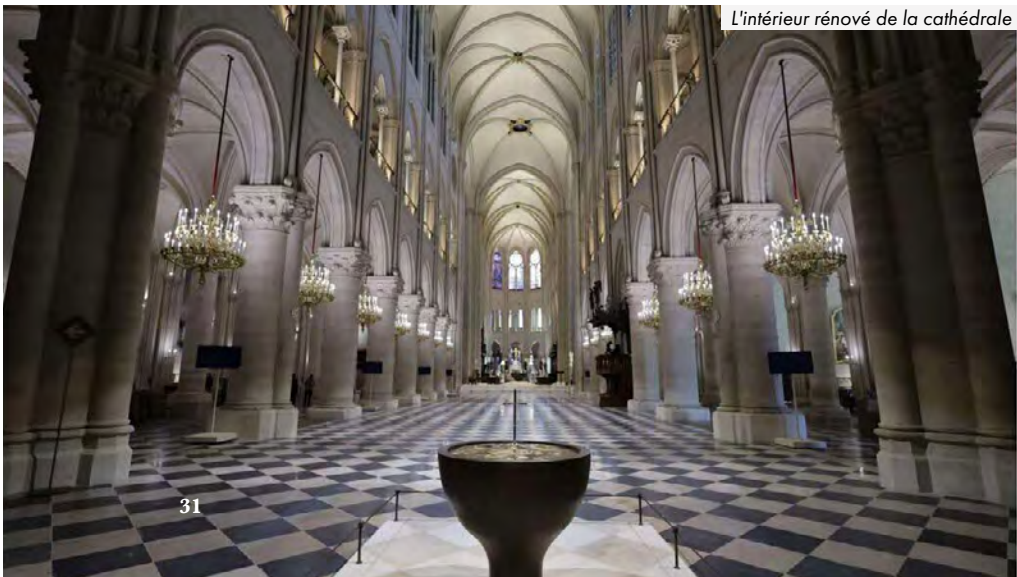
Pour organiser cette collecte et la distribution des sommes, Edouard Philippe le Premier ministre de l'époque, désigne quatre organismes chargés de centraliser la collecte : la Fondation Notre-Dame, la Fondation du patrimoine, la Fondation de France et le CMN (Centre des Monuments Nationaux). La défiscalisation des particuliers a aussi été augmentée en passant à 75 % du don contre 66 % habituellement pour les associations d'intérêt général.

Le chantier a engendré plusieurs polémiques

Tout d'abord, la défiscalisation a été accusée de fournir une publicité à moindres coûts aux grandes entreprises et fortunes alors que le financement reposait finalement essentiellement sur l'État. Pour limiter ces critiques, certains des principaux donateurs ont choisi de ne pas utiliser cette défiscalisation comme par exemple la famille Pinault ou Bernard Arnault qui a expliqué que ni sa famille ni LVMH ne pouvaient défiscaliser leurs dons car le plafond autorisé chaque année avait déjà été dépassé. Néanmoins, cette réussite du financement pour le chantier de Notre-Dame a eu pour conséquence de limiter les collectes dans les mois qui ont suivi pour les autres travaux ou causes. D'autant plus que certaines associations avaient vu leurs dons diminuer depuis le remplacement de l'impôt sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière en 2018, qui en a réduit fortement les montants collectés.

De plus, le choix d'une reconstruction à l'identique à conduit à reprendre les mêmes matériaux que lors de sa construction originelle ou de ses rénovations avec une charpente en chêne qui a été critiquée à cause de nombreux arbres coupés et du risque d'un nouvel incendie alors que la construction avec des matériaux plus actuels aurait été possible sans modifier l'esthétique extérieure du bâtiment. C'est également le cas pour le plomb de la toiture qui avait été accusé de polluer les quartiers aux alentours lors de l'incendie mais aussi lorsqu'il pleut avec des particules ruisselant avec l'eau. De plus, la rapidité du chantier a été accusé de mettre en danger les compagnons qui ont manqué de repos et ont dû prendre des risques afin de respecter le délai annoncé par le Président. Cela a également limité le temps laissé aux fouilles archéologiques sur un site peuplé et utilisé au minimum depuis le développement de Lutèce par les Gallos-Romains.

Enfin, la cérémonie a aussi été l'occasion de polémiques notamment à cause du discours effectué par Emmanuel Macron à l'intérieur du lieu de culte, ce qui ne constitue pas en soi une atteinte à la laïcité car il n'a pas participé activement à la messe qui a suivi. D'autant plus que le caractère politique était évident avec la présence de nombreux chefs d'État comme Donald Trump pour son premier voyage à l'étranger depuis sa réélection. Une rencontre a été mise en place avec Vlodymyr Zelensky afin d'échanger sur l'aide américaine après le 20 janvier et l'entrée en fonction de Trump qui semble beaucoup plus réticent à la poursuivre. Quant au Pape, il a décliné



L'intérieur rénové de la cathédrale

l'invitation et n'a pas assisté aux cérémonies alors qu'il s'est en revanche rendu à Ajaccio, le 15 décembre à l'occasion d'un congrès sur la religiosité en Méditerranée. La visite sur l'île de beauté, une première historique qui n'avait jamais accueilli un Pape alors qu'elle conserve une tradition catholique forte. Ce choix a agacé le Président français mais l'entourage du Pape l'a justifié en expliquant que le séjour en Corse s'inscrit dans la logique de ses autres voyages privilégiant les petits pays et les lieux moins centraux. La Corse fait partie de la France, mais c'est aussi une île de la Méditerranée, le lien est direct avec son précédent voyage à Marseille. Il est également possible que le pape ait refusé de se retrouver en représentation dans un événement politique à la gloire du gouvernement français. Il se serait retrouvé comme un invité trophée dans une cérémonie qui ne met pas directement en avant la foi catholique.

Malgré la cérémonie, le chantier n'est pas encore terminé, il devrait encore prendre deux ou trois ans pour être totalement finalisé. Des problèmes antérieurs à l'incendie doivent encore d'être résolus, comme par exemple les sculptures extérieures qui ont besoin d'un nettoyage en profondeur, ainsi que la reprise des arcs-boutants et du chevet ou encore de certaines pierres qui s'effritent. La poursuite de la restauration est ainsi évaluée à au moins 240 millions d'euros. Les principaux donateurs ont consenti à laisser à disposition les 140 millions restant de la première phase de travaux mais une centaine de millions d'euros reste donc encore nécessaire pour poursuivre et terminer cette reconstruction hors du commun. ◆

Brigitte et Emmanuel Macron lors de la cérémonie de réouverture

Les accusés et leurs avocats lors de l'ouverture du procès

LE VERDICT DU PROCÈS DES VIOLS DE MAZAN

La plainte déposée par une victime de vidéos intimes non consenties dans un supermarché a été le déclencheur d'un procès historique pour le traitement des violences sexuelles, en France, mais également dans le monde entier. L'arrestation et l'enquête menée sur Dominique Pelicot a permis la découverte de vidéos d'horreurs contenant notamment les viols de son épouse par soixante-douze hommes qui se sont déroulés sur près de 10 ans. Pendant plus de trois mois, l'audience du procès de Dominique Pelicot et de ses complices a été publique car la principale victime, Gisèle Pelicot, le souhaitait afin de rejeter sur les agresseurs la honte qu'éprouvent souvent les victimes. Les violences sexuelles touchent en effet de très nombreuses femmes, mais également des hommes notamment lorsqu'ils sont mineurs avec en écrasante majoritaire d'agresseurs masculins souvent dans un cadre familial ou amical. Lors de ce procès plusieurs condamnés ont expliqué qu'ils avaient l'autorisation de son mari et donc que le rapport sexuel ne pouvait être considéré comme un viol. Ceci interroge la notion de consentement, la prise en charge des violences sexuelles ainsi que la place des femmes dans une société qui se présente comme égalitaire.

Un procès hors normes

Le procès a duré près de quatre mois avec cinquante et un accusés, cinquante co-agresseurs et Dominique Pelicot l'organisateur de l'horreur qu'a vécu une femme Gisèle Pelicot, et qui a choisi de la montrer en exigeant une audience publique afin que la honte change de camp. Les preuves étaient incontestables avec la sédation qui l'a privée de la mémoire et

avec une parole qui ne peut être remise en cause comme dans de nombreux procès pour agression sexuelle ou viol. La question du consentement est centrale car Gisèle Pelicot n'a jamais été consciente tout au long de ces années, pourtant presque aucun des accusés n'a reconnu la réalité des viols prouvée par des vidéos, en prétextant une absence d'intention ou une erreur de compréhension de leur part. Ils ont utilisé la liberté sexuelle pour la présumer consentante. Le terme de meute a été évoqué, ce qui montre le caractère collectif. Aucun de ces hommes n'a dénoncé ce crime à la Police ou à la Gendarmerie même quand ils n'y ont pas participé.

L'ensemble des accusés a été reconnu coupable et condamné, quarante-neuf pour viols ou tentative de viols aggravés, deux pour agressions sexuelles. Cependant, les peines ont été moins lourdes que celles requises, à l'exception de Dominique Pelicot, en prononçant des sanctions allant de trois années partiellement assorties de sursis à vingt ans de prison. L'échelle des peines a été pleinement utilisée afin d'établir une hiérarchie claire entre les différents accusés selon leur implication. Le coupable majeur est d'abord Dominique Pelicot avec une peine maximale de vingt ans assortie d'une période de sûreté des deux tiers, avec une éventuelle mesure de rétention de sûreté, un dispositif réservé aux criminels risquant de récidiver après avoir purgés leur peine. Les autres peines les plus lourdes, ont été réservées aux accusés revenus plusieurs fois. Trente-six ont été condamnés à des sanctions inférieures à dix ans. Quatre d'entre eux, également reconnus coupables de viols ou de tentatives de viol, ont eu des peines de cinq ans, dont deux ou trois ans avec sursis. Dix-sept condamnés ont fait appel de leur jugement, mais ils courent le risque de voir leurs peines aggravées par une cour d'assises composée de jurés citoyens. Ce jugement fera jurisprudence, car il permet de démontrer qu'il n'existe pas de viol sans intention ou par accident, ils ont tous fait le choix de profiter d'un corps dans l'incapacité d'exprimer un consentement. Ce procès montre l'impensée de la domination masculine qui suffit pour autoriser l'utilisation du corps féminin.

Un soutien planétaire

De nombreuses personnes sont venues spontanément à Avignon afin de soutenir Gisèle Pelicot tout au long du procès. Elle est devenue un symbole de la résistance aux violences sexuelles. Elle a fait de la victime le centre du procès, elle a permis qu'un fait divers devienne un fait de société et elle a reçu un soutien du monde entier. Par exemple, le *New York Times* a souligné l'impact du procès public qui a permis d'observer la totalité de la procédure judiciaire qui entoure le viol.

Le scénario hors norme des viols filmés a permis d'éviter les débats autour du parole contre parole. Mais la décision de Gisèle Pelicot d'affronter la diffusion publique de ces images a exposé à la société ces hommes d'apparence ordinaire de différents âges, professions et origines, ainsi que leur comportement devant une femme inconsciente. Gisèle Pelicot a imposé ses règles en refusant le huis clos, que le président du tribunal avait prononcé dans un premier temps.

Le traitement des violences sexuelles

Ce spectaculaire retournement a vu une victime de viols se placer au centre du procès a suscité de nombreux débats sur le consentement et la culture du viol. Cette notion est un concept qui correspond à « l'ensemble des stéréotypes et faits sociaux qui favorisent le passage à l'acte et empêchent de les identifier comme violences sexuelles ». Il ne s'agit pas seulement des violences sexuelles, mais également des gestes et des phrases d'apparence anodines qui participent ou légitimes les violences. Cela renvoi par exemple aux propos de Gérard Depardieu envers une petite fille coréenne la sexualisant de manière outrancière lors d'un cours d'équitation.

La procédure judiciaire est ainsi une épreuve terrible pour les victimes de violences sexuelles, alors que 94 % des plaintes pour viol sont classées sans suite. La manière dont le procès s'est déroulé peut-être un tournant majeur. D'autant plus que les condamnations pour viol sont en hausse, six infractions criminelles sanctionnées sur dix en 2023 étaient des viols, loin devant les homicides volontaires et les violences criminelles qui ne représentent que 25 % des crimes sanctionnés. Une proportion en hausse, puisque les viols représentaient 48 % des infractions criminelles sanctionnées en 2019 et 41 % en 2020. Ce sont maintenant les cours criminelles départementales qui sont compétentes, depuis le 1er janvier 2023, pour juger en premier ressort les crimes punis de quinze ans ou de vingt ans de réclusion criminelle et donc les viols. Avant leur création, les magistrats pouvaient orienter les dossiers de viol vers des tribunaux correctionnels afin d'accélérer les procédures. Mais les faits étaient requalifiés en agressions sexuelles, donc en délits avec des peines plus clémentes. Le transfert des dossiers vers ces cours a donc augmenté le nombre de condamnations pour viol, mais dans des procès plus courts qui laissent souvent moins d'espace d'expression aux victimes.

Des violences toujours très présentes

Cependant, dans l'ensemble, les viols sont des crimes peu condamnés, seulement 1 % en France. Une enquête de l'Insee relevait en 2021 que seulement 6 % des victimes de violences sexuelles déposaient plainte. L'accueil dans les commissariats constitue un frein important car l'attente réduit fortement le dépôt, beaucoup de victimes repartent si elles ne passent pas en priorité. Selon une étude de l'Institut des politiques publiques réalisée entre 2012 et 2021, 86 % des plaintes ont été classées sans suite à cause de l'insuffisance de moyens de la justice, du manque de formation des policiers et des magistrats qui peuvent facilement classer par manque de preuves matérielles. Pourtant, quand un procès est lancé pour violences sexistes et sexuelles, les agresseurs sont reconnus

coupables dans plus de 90% des cas avec en moyenne une peine de treize ans de prison. Selon l'enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité*, en 2022 270000 femmes affirment avoir été victimes de violences sexuelles physiques (viol, tentative de viol et agression sexuelle) et 1,14 million avoir subi des violences sexuelles non-physiques (exhibition ou harcèlement sexuels). Mais seulement 6 % portent plainte pour celles physiques et 2 % pour celles non-physiques. Les autres victimes estiment pour une part importante que ça n'aurait servi à rien, que ce n'était pas assez grave pour entraîner une plainte ou encore par crainte que leur témoignage ne soit pas pris au sérieux. Dans un contexte de libération de la parole depuis 2017 permis par le mouvement #metoo, le nombre de plaintes a augmenté de 7 % en 2023 notamment pour des faits anciens. Cela correspond à 114100 plaintes en 2023 déposées à 85 % par des femmes. Les hommes sont nombreux à être victimes de violences sexuelles entre 9 et 19 ans mais les femmes sont six fois plus souvent victimes que les hommes.

De plus, les agresseurs sont à 96 % des hommes. 52 % des victimes de viols, tentatives de viol ou agressions déclarent connaître leur agresseur. Dans 13 % des cas le partenaire, comme dans l'affaire Pelicot, 15 % un ex-partenaire et dans 11 % un ami. Les stéréotypes de genre et les situations de sexisme ordinaire persistent également. Il y a une continuité entre le sexisme ordinaire et les violences plus graves. La majorité des femmes en font l'épreuve au quotidien à travers des blagues ou des remarques sexistes, des sifflements et des gestes déplacés ou encore des remarques inappropriées faites sur leur tenue ou leur physique. Le procès Pelicot aura ainsi été un révélateur des violences envers les femmes et de la manière dont la société doit les traiter. ◆

Gisèle Pelicot remercie ses soutiens à la sortie de l'audience

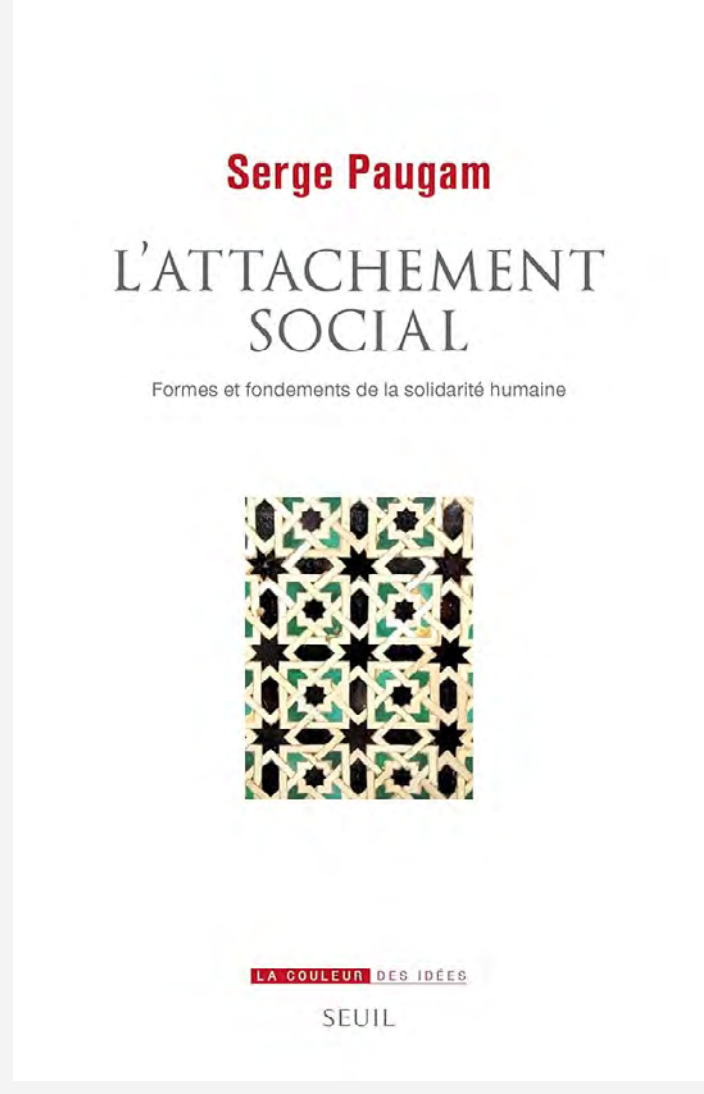
HORIZON SCIENCES PO

- Paugam Serge, *L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine*, 2023

Cyril HUNAULT

L'attachement social. Formes et fondements de la solidarité humaine

Paugam Serge,
Paris, Le Seuil, 2023



Serge Paugam est un sociologue français né 1960 qui est à l'origine de la notion de disqualification sociale. Elle décrit la manière dont les individus sont marginalisés et exclus de la société. Ses recherches portent principalement sur la pauvreté, la précarité et les différentes formes du lien social.

Dans son ouvrage *L'attachement social* publié en 2023, Serge Paugam propose une actualisation de ses travaux, une synthèse de l'avancée des théories sur l'intégration et une comparaison des différentes solidarités au niveau international. Il cherche à comprendre cette situation au premier abord paradoxale, où l'individu tout en devenant de plus en plus autonome, dépend également davantage de la société. Pour y répondre, il utilise la notion d'attachement social qui assure à la fois la protection face aux aléas du quotidien (*compter sur*) et la reconnaissance de l'identité individuelle (*compter pour*). Celui-ci est normalement considéré comme positif car il est conçu comme un lien social qui rattache aux autres avec de la solidarité et de la sécurité, mais les cas examinés montrent aussi que certains liens, notamment familiaux, peuvent être oppressants pour les individus.

Paugam débute par un rappel des théories qui ont influencé ses travaux, notamment celle de l'attachement de John Bowlby, qui met en avant l'importance des liens affectifs pour le développement humain vers une indépendance réciproque des individus. Il intègre dans cette perspective des concepts sociologiques pour montrer qu'il existe trois manières de maintenir les liens : le contrôle social, l'habitus développé par Pierre Bourdieu et la mémoire collective mise en avant par Maurice Halbwachs. L'attachement social est essentiel pour le bien-être individuel mais aussi pour la cohésion de la société dans son ensemble. Ensuite, il reprend sa typologie des liens formulée notamment dans son ouvrage *Le lien social*, qui sont de quatre types : de **filiation** (entre parents et enfants), de **participation élective** (les relations sociales choisies : conjoints, amis), de **participation organique** (dans le monde professionnel : collègues, clients, usagers), de **citoyenneté** (membres d'une communauté politique). Ces différents liens permettent aux individus de concilier à la fois les aspirations à l'autonomie et les obligations collectives.

La seconde partie est consacrée à la question de la rupture des liens sociaux en prenant notamment comme exemple le chômage qui affecte le lien organique, mais aussi l'absence de domicile qui affecte quant à lui notamment le lien de citoyenneté. Cependant les risques de rupture dépendent énormément de la position sociale, il est ainsi beaucoup plus faible pour les individus ayant un niveau de diplôme plus important à l'inverse des personnes dans les milieux les plus défavorisés qui ont des liens plus fragiles, ce qui les rend plus vulnérables face aux difficultés économiques et sociales. Paugam définit ainsi quatre positions possibles pour les individus à partir du niveau de protection et de reconnaissance. La position la plus positive correspond aux liens qui libèrent, les pôles négatifs sont des liens qui fragilisent par manque de protection, des liens qui oppressent par manque de reconnaissance et une situation de rupture totale des liens. Sa célèbre notion de disqualification sociale est ainsi définie comme une perte de la protection et de la reconnaissance à cause de l'absence de liens sociaux.

La troisième partie de l'ouvrage se concentre sur les aspects positifs des liens sociaux qui constituent des ressources pour les individus afin d'améliorer leur reconnaissance et leur protection. De plus, ces liens peuvent être conquis et défendus par des revendications, comme avec l'exemple du mouvement des Gilets jaunes débuté en novembre 2018, ou dans les quartiers pauvres qui sont des espaces de ressources avec des liens familiaux, amicaux et communautaires.

La dernière partie du livre évalue les dynamiques sociales et les facteurs de fragilité des sociétés en se fondant sur des statistiques provenant de 34 pays, qui sont classés selon leurs résultats. Pour réaliser cette typologie Paugam s'appuie sur neuf indicateurs permettant de représenter ces liens, par exemple le lien de filiation est caractérisé par la part de 25-34 ans vivant avec leur père ou leur mère, le lien de participation élective par la part de membres actifs d'une association humanitaire dans la population, le lien de participation organique par la part des emplois couverts par une convention collective et le lien de citoyenneté par la part de confiance dans les autres individus. Il y ajoute différents indicateurs comme le PIB (Produit interieur brut), la part du secteur agricole dans l'économie du pays, la part d'individus en situation de pauvreté absolue, les inégalités de revenu et de genre, le taux de chômage ou encore le nombres d'accidents du travail.

Ainsi cela permet d'évaluer les institutions et les types de solidarité présents dans les différentes sociétés nationales. Il distingue grâce à cela **quatre régimes d'attachement** des individus aux groupes, selon l'articulation des quatre types de liens sociaux : le type **familialiste** où prime le lien de filiation comme en Amérique du Sud ou au Japon, celui **volontariste** avec le lien de participation élective comme par exemple aux États-Unis, celui **organiciste** avec le lien de participation organique qui est dominant comme en France, où il y a un fort encadrement du marché, un corporatisme et des statuts très présents, des groupes complémentaires mais rivaux qui engendrent des inégalités, un travail de coordination et de pacification de l'État avec une certaine démarchandisation des produits fournis par le secteur public. Enfin le régime **universaliste** avec une prééminence du lien de citoyenneté comme au Danemark. Cette typologie renouvelle les catégorisations classiques de l'État-providence de Gøsta Esping-Andersen : libéral, corporatiste et social-démocrate. Paugam y ajoute notamment le modèle familialiste avec la prise en compte des pays sud-américains absents chez Esping-Andersen. Ces régimes permettent de comprendre les types de liens, leurs risques de ruptures ainsi que les difficultés qui peuvent se développer. Dans certaines configurations, les liens permettent aux individus de se libérer, alors que dans d'autres cas ils sont plutôt une source de contraintes.

Pour Paugam, le lien social a pour fonction d'unir les individus, il ne le désigne pas comme une relation à quelqu'un mais comme une vision des soutiens et des institutions existants dans les différentes sociétés. Une personne totalement isolée qui ne rencontre personne à quand même des liens sociaux pour l'auteur, s'il perçoit un revenu ou des aides sociales. Serge Paugam propose aussi dans son ouvrage une nouvelle vision de la solidarité, en soulignant l'importance des attachements multiples nécessaires pour assurer à la fois la protection et la reconnaissance dans la société. Son analyse met en lumière les défis contemporains liés à la fragmentation des liens sociaux et appelle à des politiques publiques qui renforcent ces attachements pour promouvoir une meilleure cohésion sociale notamment grâce à une éducation renforcée. ◆

tremplin le mag